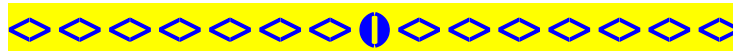


LUNDI 28 JUILLET 2014

- = **Les USA, pour tenter de ralentir leur déclin, entraînent le monde vers le chaos et la tyrannie...** p.1
- = **Argentine: le FMI alerte du "coût considérable" d'un défaut de paiement** p.10
- = **Alan Greenspan, le retour !** p.11
- = **« Les très mauvais chiffres du chômage français... »** p.13
- = **Catastrophe nucléaire...** p.22
- = **Espirito Santo : FIN D'UN GROUPE, D'UNE DYNASTIE ET D'UN SYSTÈME** p.22
- = **Optimisme et douleur** p.25
- = **Les bail-ins en Europe : l'Autriche sera-t-elle la prochaine ?** p.26
- = **Les bilans des banques centrales** p.28
- = **Du lèche-botte blues aux supplétifs** p.30
- = **Pyongyang menace les Etats-Unis d'une frappe nucléaire sur la Maison Blanche et le Pentagone** p.35
- = **Revue de Presse par Pierre Jovanovic** p.36



Les USA, pour tenter de ralentir leur déclin, entraînent le monde vers le chaos et la tyrannie...

Pierre Leconte Forum Monétaire de Genève 25 juillet 2014

L'Empire américain est doublement engagé, au plan économique et monétaire d'une part et au plan stratégique et géopolitique d'autre part, pour tenter de ralentir son déclin, dans une entreprise systématique de destruction de ses adversaires comme des ses supposés « alliés ».

Au plan économique et monétaire, les manipulations domestiques et internationales auxquelles se livrent les USA (via leur Federal Reserve et leurs grandes banques « too big to fail ») sur la plupart des paramètres (statistiques faussées) et des actifs (monnaie, taux d'intérêt, actions, obligations, etc. « dirigés ») ne sont plus à démontrer, de telle sorte qu'il n'y a plus un seul marché libre dans le monde entier dont on puisse connaître précisément la situation réelle !

Quant au plan stratégique et géopolitique, les USA, visant à empêcher toute alliance entre l'Europe et la Russie (toujours leur obsession du contrôle du « heartland » eurasiatique !) comme à saboter l'émergence de toute solution pacifique au Moyen Orient avant que ce soit le tour de l'Asie, installent des conflits régionaux qui nécessairement prendront suffisamment d'ampleur pour qu'ils auto-détruisent les Etats qui s'y laissent entraîner.

Raisons pour lesquelles Israël a reçu des USA carte blanche afin de

poursuivre l'occupation et la destruction de la Palestine comme de son peuple et l'Ukraine idem à l'égard de la partie de sa population russophone réclamant son indépendance. Tout cela permettant aux Américains, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'autres règles internationales élémentaires, de sanctionner ceux des Etats du Moyen Orient qui soutiennent encore les Palestiniens et la Russie accusée de s'ingérer dans la question ukrainienne, alors même que depuis des années les USA ne font rien pour trouver une solution à la situation israélo-palestinienne et qu'ils mettent en place l'encerclement de la Russie par l'OTAN, tout en organisant coup d'Etat sur coup d'Etat en Ukraine et ailleurs.

Nous ne nous prononçons évidemment pas sur le point de savoir qui a raison ou a tort dans ces conflits (les Israéliens ou les Palestiniens, les Russes ou les Ukrainiens) mais seulement sur la méthode employée par les USA pour les créer et les envenimer dans le seul but d'empêcher toute coexistence pacifique internationale selon la pratique vieille comme le monde consistant à diviser pour régner.

D'ailleurs, les USA se moquent évidemment des Israéliens comme des Ukrainiens, qui ne sont que des pions sur leur échiquier, ce qu'ils visent c'est la déstabilisation la plus radicale possible et par tous moyens de l'ensemble des pays arabes du Moyen Orient et de la Russie, en grande partie pour éviter de perdre leur contrôle direct ou indirect des ressources gazières et pétrolières internationales qui sonnerait le glas de leur pétrodollar. Ce qui n'est pas nouveau puisque les guerres, les dissimulations et les provocations américaines (qui ont tué des centaines de milliers de personnes) en Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Soudan, ex-Yougoslavie, etc., ont amplement démontré tout cela. Sans oublier l'intérêt plus récemment manifesté par les USA de faire cesser les achats de gaz et de pétrole russes par l'Union européenne, qui pourrait alors constituer un nouveau marché pour les exportateurs de gaz et de pétrole de schistes US permettant ainsi de rentabiliser cette technique qui ne l'est pas encore, tout en accroissant la dépendance globale de l'Europe vis-à-vis des USA et en renchérissant très fortement le coût de l'énergie en Europe (ce qui la fera se tenir « tranquille » et permettra ensuite à Washington de s'occuper du « cas » chinois !).

Heureusement que la Russie, après son opération éclair de récupération de la Crimée avec l'accord majoritaire de la population locale, où elle ne pouvait

pas accepter de laisser l'OTAN et la flotte US s'installer à Sébastopol sa base historique stratégique peuplée de nationaux russes depuis Catherine II, s'abstient pour le moment d'intervenir militairement en Ukraine. Ce qui est plutôt responsable, contrairement à la propagande occidentale visant à la faire passer pour l'agresseur et compte tenu du massacre des russophones ukrainiens qu'elle ne défend pas militairement alors qu'elle serait fondée à le faire. Retenue de la Russie qui risque de ne pas durer si l'Union européenne n'aide pas à trouver une solution fédérale permettant de faire vivre ensemble tous les Ukrainiens ou bien de les séparer en deux Etats. Etant donné qu'il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'OSCE et autre « machin » (pour reprendre l'expression gaullienne) qui ne servent à rien dans la prévention ou la résolution des conflits puisque, comme la plupart des autres organisations internationales (FMI, Banque mondiale, etc.), elles sont alignées sur les USA (sur le territoire desquels elles sont généralement installées et qui payent l'essentiel de leur budget ou bien obtiennent la majorité de leurs droits de vote).

Nous allons donc assister à de plus en plus de coups tordus (comme la destruction de l'avion de la Malaysian Airlines dans laquelle Moscou n'a pas de responsabilité étant donné que c'est probablement un missile sol/air de l'armée ukrainienne ou tiré depuis un avion de chasse de l'armée ukrainienne -peu importe d'ailleurs sauf pour les malheureuses victimes et leurs proches puisque la vérité restera cachée- qui l'ont abattu pour en « faire porter le chapeau » à la Russie voire justifier une intervention de l'OTAN sur le terrain en Ukraine contre les « terroristes de Donetsk ») et au développement de conflits de toutes natures dans l'ensemble Afrique, Moyen Orient, Balkans, Caucase, Europe, Russie, dont les USA espèrent rester relativement indemnes puisque leur « pays-continent » largement sanctuarisé (sauf du terrorisme international) en est suffisamment éloigné. Mais qui nécessairement provoqueront chez eux une rechute en récession, laquelle est probablement à leurs yeux secondaire par rapport au risque de perdre leur hégémonie mondiale. Cette stratégie américaine du pire n'a en réalité pas d'avenir, parce que tôt ou tard les BRICS et beaucoup d'autres pays situés sur les cinq continents parviendront à remettre en cause l'hégémonie impériale US, mais permet aux USA de gagner de temps tout en occasionnant beaucoup de dégâts aux autres pays. Ce qui permettra aussi aux dirigeants des USA d'expliquer à leur opinion publique le krach boursier, qui pourrait se produire

en octobre-novembre 2014 (au moment des élections de mi-mandat qu'Obama et les « Démocrates » perdront) voire avant, en le mettant sur le compte de la « méchante » Russie ou de la « méchante » Chine; alors qu'il ne sera la conséquence que de l'exubérance irrationnelle de leur propre politique monétaire de Quantitative Easing ultra-keynésienne et des manipulations par les principaux acteurs de Wall Street.

Indépendamment de leurs politiques de déstabilisation globale, les USA font l'objet d'une régression antidémocratique gravissime parce qu'ils sont devenus un Etat policier quasi dictatorial orwellien, dans lequel la NSA et autres services secrets et de renseignement installent « Big Brother » en écoutant et en fichant tant leurs concitoyens que les ressortissants du monde entier avec la collaboration active des sociétés privées d'informatique, de communication, d'internet et des technologies de l'information peu regardantes en matière d'éthique. C'est George Bush Junior qui a entamé ce processus mais c'est Obama qui le développe sans aucun état d'âme alors qu'il était supposé rétablir les libertés démocratiques. Idem pour la façon dont les USA disent le droit international et le font appliquer, alors qu'aucun texte juridique mais seulement leur usage de la force les y autorise. A cet égard, on se demande sur quelle base légale internationale prennent-ils des sanctions individuelles ou collectives contre ceux qu'ils veulent pénaliser (les banques suisses, BNP-Paribas et autres entreprises par exemple) ou exclure (l'Iran, la Russie et consorts par exemple) des relations économiques et politiques internationales ?

Si la plupart de leurs supposés « alliés », l'Union européenne au premier chef (comme la France l'avait fait au temps de Charles de Gaulle), au lieu de se coucher devant les diktats US, refusaient les pratiques illégales des USA, ils devraient les cesser. L'Union européenne doit donc impérativement faire preuve de résistance en rejetant le traité de libre-échange transatlantique, le Facta ou autre mécanisme de contrainte des banques non américaines et exiger le démantèlement de l'OTAN sur son territoire ou sortir de son commandement intégré. Parce qu'au rythme où vont les choses, si l'on ne coupe pas le « cordon ombilical » avec eux, les USA nous entraineront tous vers le chaos et la tyrannie.

Revenant à la question des marchés, nous restons convaincus que les obligations d'Etat US, très sous-évaluées par rapport aux actions US et

européennes comme par rapport aux obligations européennes elles-mêmes, offrent pour plusieurs mois encore (jusqu'à ce que la Federal Reserve remonte ses taux d'intérêt à court terme, ce qui n'est pas pour demain à supposer qu'elle soit en mesure de le faire un jour prenant alors le risque de faire exploser toute la pyramide US de crédits !) le meilleur investissement financier (que les actions US et européennes s'effondrent vite ou pas). Nous n'achetons pas les obligations US parce que nous avons confiance dans la croissance des USA ou dans leur monnaie (étant donné que nous restons arbitré sur les positions obligataires prises en dollar US) mais précisément parce que nous pensons qu'ils resteront durablement en récession/déflation larvée, avec risque d'accélération marquée de cette tendance négative, ce qui signifie que la baisse des taux d'intérêt US à moyen et long termes devrait se poursuivre et s'accélérer (les taux à moyen et long termes US se rapprochant des taux courts US) au fur et à mesure que la **DOUBLE CHUTE DÉFLATIONNISTE** du multiplicateur de crédit (1er graphique ci-dessous) et de la vitesse de circulation de la monnaie (2ème graphique ci-dessous) continuera. De telle sorte que l'on peut prévoir un retour des taux US à 10 ans vers 1,45% (leur plus bas de 2012) courant 2014-2015...





La chute des taux d'intérêt US à moyen et long termes (1er graphique ci-dessous) n'est que la résultante mécanique des deux évolutions ci-dessus. Heureusement d'ailleurs qu'elle se poursuit parce que, le ratio d'augmentation de l'endettement de l'État fédéral US par rapport au PIB US (2ème graphique ci-dessous) ne faisant que s'accroître, toute hausse des taux signifierait la faillite des USA. Dans de telles conditions, aucune normalisation de la politique monétaire de la Federal Reserve via le relèvement de ses taux courts (de nature à faire exploser toute la pyramide de crédit US) n'est possible avant longtemps, la diminution progressive du QE n'étant qu'une opération cosmétique puisque d'autres pratiques (comme les repos et les swaps sont utilisés pour en compenser l'effet).

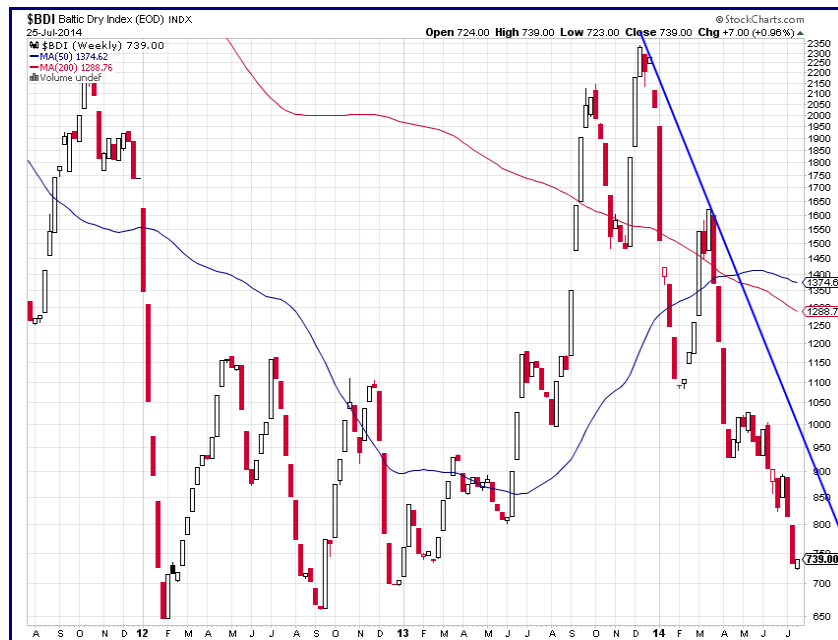




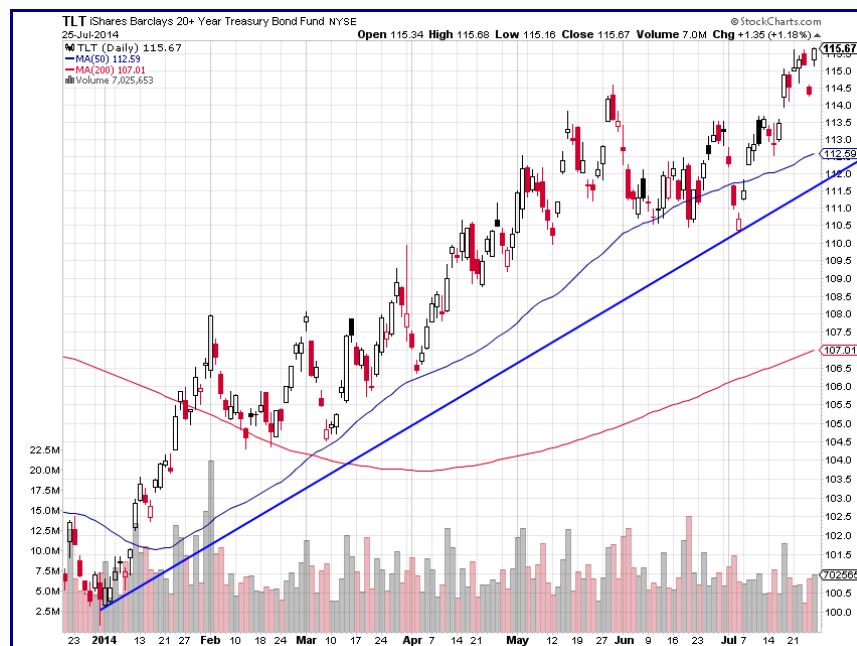
D'ailleurs, historiquement, comme le montre le graphique ci-dessous de la Citibank publié fin 2013, l'arrêt (ou la diminution) des QE n'a jamais fait monter les taux longs US mais les a toujours fait baisser... On pourra d'ailleurs le constater à nouveau lorsque la Federal Reserve terminera son QE 3 en octobre-novembre 2014 qui a toutes les probabilités de coïncider avec une forte chute des taux US donc une forte hausse des obligations US et... le krach des actions US !!!



A noter, enfin, la chute du commerce international ainsi qu'en témoigne le plongeon du Baltic Dry Index et la paralysie économique européenne et japonaise, sans compter la Chine et la Russie qui économiquement ne vont pas très fort, ce qui ajoute aux tendances déflationnistes globales.



Depuis le début 2014 à ce jour, les obligations d'Etat US (TLT) sont déjà montées de +15,67% alors que le Dow Jones Industrial des actions US n'est monté que de +2,32%...



Quant à l'or et à l'argent-métal (ayant fait perdre beaucoup à ceux qui les ont sporadiquement achetés depuis 2011 en suivant les mauvais conseils des gurus « gold-bugs », y compris à nous-mêmes pour avoir initialement pensé que l'augmentation des masses monétaires par les banques centrales se traduirait par une poussée inflationniste alors que tout ce cash n'est pas rentré

dans les économies réelles, mais qui avons compris il y a un certain temps déjà que les dèes étaient pipées sur ces actifs, pris en otage dans la bataille banques centrales occidentales contre banques centrales des BRICS, raison pour laquelle il faut regarder à deux fois avant d'y revenir significativement), ils restent désespérément plombés par la récession/déflation mondiale, les manipulations à la baisse des bullion banks et des banques centrales occidentales, l'actuelle reprise du dollar US et l'opacité de la situation réelle des réserves de métaux des BRICS (dont plus personne ne sait s'ils continuent à en accumuler puisque certaines statistiques montrent que ce sont les obligations d'Etat US qu'ils achètent à nouveau massivement). A noter qu'en cas de krach des actions, les prix des métaux chutent pendant que le dollar US et les obligations d'Etat montent (fuite vers la « qualité » selon l'expression consacrée), ce qui ne rend pas optimiste quant à leur possibilité de reprendre prochainement une tendance haussière soutenue. Continuer de faire des allers-retours avec de petites positions.

Les Ukrainiens sont un peuple traumatisé par l'histoire, très violent et très appauvris, dont la guerre civile pourrait ressembler à une autre Syrie, cette fois-ci au milieu de l'Europe... Ce que la Russie ne laissera pas se produire parce qu'elle ne peut tolérer d'avoir à sa frontière un tel baril de poudre... D'où le risque de vraie guerre en Europe qui augmentera au fur et à mesure de la tension, dont les dirigeants de l'Union européenne et de ses États-membres n'ont pas pris la juste mesure, tout en ayant commis l'erreur majeure de participer au coup d'Etat de février 2014 à Kiev monté par les USA.

Pendant qu'Obama agit en pyromane, alors qu'il devrait agir comme un pompier s'il se comportait en véritable homme d'Etat digne de diriger la première puissance mondiale, les médias US et britanniques organisent la plus grande campagne de désinformation jamais conduite contre un chef d'Etat en temps de paix, Poutine en l'occurrence, ce qui augure mal de la suite:

<http://www.zerohedge.com/news/2014-07-23/wests-public-enemy-number-one>

Argentine: le FMI alerte du "coût considérable" d'un défaut de paiement

Blog de la Résistance et Le Parisien 25 juillet

Ca continue de chauffer en Argentine, incapable de rembourser les fonds spéculatifs, et au bord d'un défaut de paiement ; Au même moment, on apprend que L'ex-DG de Banco Espirito Santo est placé en garde à vue : le 3e domino tombe note Zero HedgeRevue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)

Le chef économiste du FMI, Olivier Blanchard, a estimé jeudi que le coût d'un défaut de paiement serait "considérable" pour l'Argentine, aux prises avec les fonds "vautours", mais aussi pour le système financier dans son ensemble.

"Si l'Argentine va jusqu'au défaut, cela pourrait avoir des coûts considérables (pour le pays, ndlr), principalement en le privant d'accès aux marchés financiers pendant un certain temps", a déclaré M.

Blanchard lors d'une conférence de presse sur les projections économiques du Fonds monétaire international.

L'Argentine a jusqu'à mercredi pour commencer à rembourser les fonds spéculatifs qui ont refusé toute renégociation de leur dette après la faillite du pays en 2001 et qui ont obtenu gain de cause devant la justice américaine.

Si une solution n'est pas trouvée à temps, le remboursement par Buenos Aires de ses autres créanciers pourrait être bloquée par la justice, conduisant mécaniquement à un défaut de paiement partiel et technique.

Mardi, le juge américain a estimé qu'un défaut serait "la pire des choses" tandis que l'avocat de l'Argentine assurait que le délai était trop court pour régler à temps une question aussi complexe.

Selon M. Blanchard, un défaut argentin aurait également un "coût" pour l'ensemble du système financier en créant une "incertitude" sur la possibilité future de restructurer la dette d'autres pays en difficultés.

Les opérations d'allègement de dette publique, comme celle ayant eu lieu en Grèce en 2012, nécessitent la coopération des créanciers qui doivent accepter d'essuyer une perte financière souvent substantielle afin de redonner un peu d'oxygène au pays.

"Nous avons besoin de mécanismes de résolution qui fonctionnent bien quand des pays sont en difficulté", a assuré M. Blanchard, ajoutant que le cas

argentin pourrait être "le déclencheur" d'une réflexion pour améliorer le système existant.

Une proposition de mécanisme international sur la faillite des Etats avait été portée en 2003 par le FMI mais avait finalement été abandonnée sous la pression des Etats-Unis et des grands pays émergents.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/argentine-le-fmi-alerte-du-cout-considerable-d-un-defaut-de-paiement-24-07-2014-4025573.php>

[Alan Greenspan, le retour !](#)

28 juil 2014 | Bill Bonner | <http://la-chronique-agera.com/greenspan-retour/>

▪ Alan "Bulles" Greenspan est de retour dans les journaux. A 88 ans, il a toujours toute sa tête. C'est-à-dire qu'il voit très clairement où sont ses propres intérêts... et il est assez malin pour tordre les faits pour qu'ils s'y adaptent.

Plus précisément, lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait du discours de Janet Yellen au FMI, durant laquelle elle a affirmé qu'il fallait lutter contre les bulles avec plus de réglementation, il a répondu :

"Les bulles sont des fonctions de la nature humaine immuable. La question évidente est de savoir comment les gérer. Toutes les bulles enflent, et elles s'effondrent toutes".

Voyez-vous, ce n'était pas sa faute si la plus grosse bulle en un demi-siècle a éclaté un an après qu'il a quitté son poste en tant que manipulateur-en-chef de la plus grande économie au monde. Ce n'était que la nature humaine.

Bien entendu, la nature humaine joue un rôle dans les bulles. Mais la nature humaine est toujours avec nous. Pas les bulles. Si bien que lorsqu'on parle des "causes" d'une bulle, il faut regarder plus loin... et s'intéresser aux conditions spécifiques dans lesquelles les prix échappent à tout contrôle.

Il n'y avait pas de bulle dans les années 50. Ni dans les années 60. Il y a eu des mouvements de prix importants, mais la première chose qu'on pourrait qualifier de bulle était le prix extrêmement gazeux de l'or durant les années 70. A l'époque, le métal jaune est passé de 42 \$ à 800 \$ l'once.

Qu'est-ce qui a causé ça ? La nature humaine ? Oui, en un sens : la cupidité et la malhonnêteté naturelle des autorités américaines. En 1968, ces dernières ont fait défaut sur leurs obligations envers les citoyens et les contribuables

américains d'échanger les dollars contre de l'or à un taux fixe. En 1971, le gouvernement US a renié cette même obligation envers les banques centrales étrangères.

Cela — et des taux d'inflation à deux chiffres — a tant inquiété les investisseurs qu'ils ont soudainement et massivement transféré leurs actifs vers l'or, afin de se protéger.

Cela se révéla être un mauvais choix lorsque Paul Volcker fit éclater la bulle au début des années 80, comme le reconnaît Greenspan lui-même :

“Lorsque les bulles émergent, elles prennent une existence qui leur est propre. Il est très difficile de les arrêter, sauf à risquer un effondrement du marché. La Fed de Volcker a affronté et désamorcé la gigantesque poussée d'inflation de 1978 mais a dû faire face à une contraction économique sévère. A part cela, les bulles doivent suivre leur cours”.

Mais... “la manière dont elles sont financées est essentielle”, a-t-il ajouté. Suivez l'argent. Qui a causé la poussée d'inflation dans les années 70 ?

▪ **D'où provenait l'excès d'argent ?**

M. Greenspan ne montre pas le moindre intérêt pour suivre cette piste. Le vieux limier abandonne la chasse avant même d'avoir commencé, changeant de sujet pour parler de ce que les autorités ont fait après l'éclatement des bulles.

“Le 19 octobre 1987, le Dow Jones Industrial Average a chuté de 23% — un record journalier historique qui n'a encore pas été battu. Goldman envisageait de suspendre un paiement de 700 millions de dollars à la Continental Illinois Bank de Chicago, programmé pour le mercredi matin, suite au krach. Rétrospectivement, s'ils avaient suspendu ce paiement, la crise aurait été bien plus handicapante”.

Oui, permettre aux marchés de suivre leur cours aurait été “handicapant”. Cela aurait handicapé la “bullemobile”. Les investisseurs et les spéculateurs auraient été prévenus : vous êtes tout seuls !

Au lieu de ça, Greenspan est intervenu. La banque centrale a fait savoir qu'elle soutenait Wall Street. C'est là qu'est né le “put Greenspan”. En cas de chute des prix, les financiers savaient que la Fed les renflouerait.

Les bulles ont donc continué.

La bulle des dot.com a éclaté en 2000. La bulle de la finance/immobilier a éclaté en 2007. A présent, préparez-vous pour la plus grosse explosion de tous les temps — quand la bulle du crédit atteindra finalement ses limites.

« Les très mauvais chiffres du chômage français... »

Charles Sannat 28 juillet

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous pouvez le voir sur l'image qui illustre cet article, la dernière courbe mise à jour par la DARES (ministère du « Chômage ») montre bien la tendance lourde de l'évolution du nombre de chômeurs en France.

Dans la réalité, il n'y a point d'inversion mais bel et bien une augmentation inexorable du nombre de demandeurs d'emplois.

Il n'y a bien que dans les rêves et les fantasmes délirants de nos mamamouchis que la situation « s'arrange » ou encore que la « reprise est là », même si le grand calife à la place de tous les califes, sa seigneurie Hollande 1er, nous explique enfin et tout de même que « si la reprise est bien là, elle reste encore trop fragile ». Sans blague.

Encore une fois, nous vivons non pas la disparition définitive du travail, mais sa raréfaction. Nous passons de l'ère du travail de masse à l'absence durable de travail pour tous. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, comme les progrès techniques ou la mondialisation/délocalisation. C'est un mouvement profondément durable. Le plein-emploi c'est maintenant... fini !

Alors voici ce que donnent les chiffres en détail selon le communiqué officiel (je le cite en intégralité, rendez-vous en bas pour mon avis sur ces derniers éléments en notre possession) :

Les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon divers regroupements statistiques (catégories A, B, C, D, E). La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus 78 heures au cours du mois (catégorie B), ou une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois (catégorie C).

Par ailleurs, certaines personnes inscrites à Pôle Emploi ne sont pas tenues de

faire des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles (catégorie D), soit pourvues d'un emploi (catégorie E).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégorie A s'établit à 3 398 300 en France métropolitaine fin juin 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin mai 2014 (+0,3 %, soit +9 400). Sur un an, il croît de 4,0 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en activité réduite (catégories B et C) s'établit à 1 644 900 en France métropolitaine fin juin 2014 : sur un mois, il augmente de 0,1 % pour l'activité réduite courte (catégorie B, +5,4 % sur un an), et de 1,3 % pour l'activité réduite longue (catégorie C, +9,2 % sur un an).

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégories A, B, C s'établit à 5 043 200 en France métropolitaine fin juin 2014 (5 343 100 en France y compris DOM). Ce nombre est en hausse de 0,5 % (+23 000) au mois de juin. Sur un an, il augmente de 5,1 %.

Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories D et E s'établit à 676 200 en France métropolitaine fin juin 2014. En juin, le nombre d'inscrits en catégorie D baisse de 0,6 % et le nombre d'inscrits en catégorie E augmente de 0,6 %.

En France métropolitaine, au mois de juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (sans emploi) augmente de 0,2 % pour les hommes (+4,9 % sur un an) et de 0,4 % pour les femmes (+2,9 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A de moins de 25 ans baisse de 0,3 % en juin (-3,1 % sur un an). Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de 0,2 % (+3,3 % sur un an) et celui des 50 ans ou plus s'accroît de 0,9 % (+11,5 % sur un an).

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, en France métropolitaine, le nombre d'inscrits est en hausse de 0,4 % pour les hommes (+6,0 % sur un an) et de 0,5 % pour les femmes (+4,3 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de moins de 25 ans augmente de 0,1 % en juin (-1,0 % sur un an).

Le nombre de ceux de 25 à 49 ans augmente de 0,4 % (+4,7 % sur un an) et

celui des 50 ans ou plus est en hausse de 0,9 % (+11,3 % sur un an).

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,4 % au mois de juin 2014 (+9,8 % sur un an) et celui des inscrits depuis moins d'un an s'accroît de 0,5 % (+1,9 % sur un an).

En France métropolitaine, les entrées à Pôle Emploi en catégories A, B, C diminuent de 1,1 % en juin (+3,8 % sur un an).

Sur un mois, les entrées pour fins de contrat à durée déterminée (+1,2 %), fins de mission d'intérim (+4,7 %), licenciements économiques (+5,9 %), autres licenciements (+3,7 %), démissions (+0,8 %) et reprises d'activité (+0,7 %) augmentent. Les entrées pour autres cas baissent de 1,1 %. Les entrées pour premières entrées connaissent une baisse d'une ampleur inhabituelle (-19,8 %).

En France métropolitaine, les sorties de catégories A, B, C augmentent de 1,5 % en juin (stables sur un an). Sur un mois, les sorties pour cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (+0,7 %), radiations administratives* (+14,3 %) et autres cas (+3,0 %) augmentent. Les sorties pour reprises d'emploi déclarées (-1,3 %) et arrêts de recherche (-3,0 %) diminuent. Les entrées pour entrées en stage sont stables.

Le nombre des offres d'emploi collectées par Pôle Emploi augmente de 5,4 % au mois de juin 2014 en France métropolitaine (+0,8 % sur un an). Sur un mois, les offres collectées d'emplois durables (plus de six mois), d'emplois temporaires (entre un et six mois) et d'emplois occasionnels (moins d'un mois) sont toutes en hausse (respectivement de +1,7 %, +8,8 % et +10,6 %).

En France métropolitaine, au mois de juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA) est de 673 400 (soit 21,1 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes).

Au mois de juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et ayant un droit payable au RSA est de 841 600 (soit 17,3 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C, données brutes). Les entrées à Pôle Emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 78 100 au mois de juin 2014 (soit 17,6 % des entrées en catégories A, B, C, données brutes). Les sorties de catégories A, B,

C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 89 900 au mois de juin 2014 (soit 19,1 % des sorties de catégories A, B, C, données brutes).

Que retenir de ce déferlement de chiffres variés et de toutes ces statistiques ?

Tout d'abord, la tendance lourde se confirme parfaitement et il n'y a aucun élément factuel nous permettant d'anticiper une baisse durable du chômage ou une « inversion de la courbe », dialectique qui n'est d'ailleurs plus utilisée depuis le changement de gouvernement. Il s'agit juste désormais de « contenir » le chômage sous une barre, sous un seuil ce qui n'est pas acquis, loin de là.

Si le chômage monte un peu moins vite, ce qui est parfaitement vrai, ce n'est pas parce que l'activité économique reprend, en tout cas durablement, puisque là où les embauches augmentent de façon assez spectaculaire c'est dans la catégorie « emplois occasionnels (moins d'un mois) », en hausse de 10,6 % certes néanmoins ce n'est en aucun cas un signe de bonne santé économique mais la matérialisation de l'embauche des saisonniers, qu'il s'agisse des animateurs de centre de loisirs l'été, du « remplisseur » de cornet de glace à la plage ou encore du jeune qui va effectuer un remplacement à un guichet quelconque pendant la période des grandes vacances. Il n'y a là rien de durable. C'est le même phénomène en Espagne où le chômage baisse lui aussi toujours à cette période de l'année pour mieux remonter en septembre une fois la saison estivale terminée.

Autre facteur expliquant le « ralentissement » (très modéré) de la hausse du chômage c'est évidemment tous les artifices divers et variés déployés par le gouvernement dans le cadre de ses emplois d'avenir sans futur et de tous les stages sur voie de garage qui permettent de faire sortir des statistiques quelques milliers de chômeurs supplémentaires sans évidemment régler quelque problème que ce soit. C'est le cas de la rubrique « entrée en stage » en augmentation de presque 14 % sur un an... De quoi absorber un peu de la hausse.

Enfin, évidemment, la catégorie radiation administrative se porte également très bien et joue son rôle d'amortisseur de l'augmentation du chômage sans oublier les radiations pour défaut d'actualisation qui augmentent toujours à cette période de l'année alors que nos chômeurs sont eux aussi... un peu en

vacances !

Le chiffre le plus important à retenir dans tout ça est celui concernant les « reprises d'emploi déclarées ». Vous allez très vite comprendre pourquoi, puisqu'il s'agit tout simplement du chiffre donnant le nombre de chômeurs quittant Pôle Emploi parce qu'ils viennent de retrouver un travail. Sur un an, cette catégorie est en baisse de 2,8 %, ce qui montre sans ambiguïté que ceux qui quittent Pôle Emploi ne le quittent pas parce qu'ils ont retrouvé du travail mais pour des raisons nettement moins bonnes et avouables.

Quoiqu'en dise notre président, la situation économique de notre pays est bien catastrophique.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

[Irak : le chef du Conseil provincial de Bagdad enlevé](#)



BAGDAD, 26 juillet – Des hommes armés non identifiés ont pris d'assaut le domicile du chef du Conseil provincial de Bagdad et ont enlevé l'officiel et quatre de ses gardes, a révélé samedi une source policière.

L'incident est survenu vendredi soir lorsque des hommes armés vêtus d'uniformes de sécurité ont mené un raid dans le domicile de Riyadh al-Adhadh dans le district sunnite d'Adhamiyah situé dans le nord de la capitale irakienne de Bagdad, a confié la source à Xinhua sous couvert d'anonymat.

Les hommes armés, qui prétendaient être en service, ont enlevé M. al-Adhadh et ses gardes avant de les transporter vers un emplacement inconnu,

a indiqué la source.

Les forces de sécurité irakiennes ont lancé une enquête sur l'incident, compte tenu qu'aucune force de sécurité n'a reçu l'ordre officiel de capturer M. al-Adhadh, a ajouté la source.

M. al-Adhadh, de la coalition Mutahidoun dirigée par l'ancien président sunnite du Parlement Osama al-Nujaifi, a été élu président du Conseil provincial de Bagdad en juin 2013.

Il y a plus de deux ans, M. al-Adhadh a été détenu pour des accusations de terrorisme mais a été libéré quelques mois plus tard, après avoir été innocenté par un tribunal.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Normalement et à ce rythme, Bagdad pourrait tomber à la fin du mois d'août, ce qui nous promettra une rentrée en septembre sur les chapeaux de roues, entre nouveau choc pétrolier et marchés financiers fébriles... Sans oublier le monceau de dettes que personne ne pourra jamais rembourser...

Charles SANNAT

Le Hamas achèterait des roquettes à Pyongyang

Les Coréens du Nord se préparent donc à livrer des armes aux Palestiniens, ce qui ne manquera pas de nourrir ce conflit meurtrier. Pour information, la Corée du Nord ne fait pas grand-chose sans l'aval de la Russie et de la Chine, ce qui fait penser que la Chine et la Russie souhaitent soutenir indirectement la résistance palestinienne alors qu'Israël est soutenue et armée par l'Occident en général et les États-Unis en particulier.

Cela veut dire que dans cette nouvelle guerre froide qui ne dit pas son nom, un nouveau front vient de s'ouvrir autour de la bande de Gaza... pour le moment, car ce conflit peut s'étendre à tout moment et la région s'embraser, ce qui est déjà le cas en Irak et en Syrie.

Charles SANNAT

MOSCOU, 27 juillet – RIA Novosti

Le mouvement islamiste palestinien Hamas mène des négociations avec la

Corée du Nord en vue de l'achat de projectiles et d'équipements de communication, écrit dimanche le journal *Telegraph*, se référant à des sources au sein de renseignements occidentaux.

La transaction en question, négociée par l'intermédiaire d'une société commerciale libanaise, est évaluée à des centaines de milliers de dollars. Selon les renseignements, le Hamas a déjà versé la première tranche à Pyongyang et attend une première livraison d'armes.

Après 20 jours de tirs de roquettes sur Israël, le mouvement islamiste cherche à « réapprovisionner ses stocks de missiles », précise la source.

Selon le journal, les activistes du Hamas ont à leur disposition des Qassam iraniens (portée maximale de 16 km), des Katioucha (portée maximale de 48 km), des roquettes M-75 et des M0302 syriens (portée maximale de 160 km). Le renseignement israélien évalue les arsenaux de roquettes du Hamas à 10 000 unités.

La coopération entre le Hamas et la Corée du Nord a cessé d'être secrète en 2009, lorsqu'un Il-76 transportant des armes destinées aux activistes palestiniens et au mouvement chiite libanais Hezbollah a été arrêté à Bangkok. 35 tonnes d'explosifs, de lance-grenades portatives et de missiles antiaériens portables démodés se trouvait à bord de l'appareil.

L'État hébreu mène depuis le 7 juillet l'opération Bordure protectrice dans la bande de Gaza en représailles à des tirs de roquettes par des islamistes du Hamas. Jeudi 17 juillet, l'armée a entamé la phase terrestre de l'opération. Selon les estimations palestiniennes, l'opération a fait plus de 1 000 morts à Gaza. Au moins 40 militaires israéliens et trois civils ont également trouvé la mort dans les hostilités, d'après le site officiel de l'Armée de défense d'Israël.

[Source RIA Novosti ici](#)

Grèce : 30 millions d'euros de la France en faveur d'un Institut pour la croissance

ATHÈNES, 25 juillet (Xinhua) – La France soutient la réforme de la Grèce pour surmonter la crise économique, et a accordé 30 millions d'euros (40,3 millions USD), à l'Institut pour la croissance en Grèce, a déclaré vendredi à Athènes le ministre français des Finances Michel Sapin.

Cette annonce a été faite à l'issue d'une rencontre entre Michel Sapin avec son homologue grec, Gikas Hardouvelis, au ministère grec des Finances.

Dans des communiqués à la presse, les deux responsables ont noté que la seconde moitié de 2014 serait décisive pour déterminer la trajectoire des économies de Grèce et d'Europe, soulignant la nécessité de soutenir énergiquement la croissance après des années de récession douloureuses.

« Le développement en Grèce et en France ne sera possible que si les politiques européennes sont recentrées sur la reprise (...) C'est pourquoi nous soutiendrons l'initiative du gouvernement grec pour l'établissement d'un Institut pour la croissance », a déclaré M. Sapin.

Ce fonds de développement grec a été créé au printemps sur le modèle de la banque de développement de l'État allemand, la KfW, dans le but de contribuer au financement de l'activité des petites et moyennes entreprises.

L'Allemagne a également versé des contributions à cet établissement.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Voilà qui va vraiment aider la Grèce... 30 pauvres petits millions alors que la France paie des milliards pour les plans d'aides à la Grèce qui eux profitent directement... aux banques !!

En attendant, le peuple grec s'enfonce dans la misère et cela impacte désormais directement la vie des gens au sens propre puisque la misère aujourd'hui tue en Grèce par manque de soins, par malnutrition, par coupure d'électricité aux malades ou encore par désespérance et suicides.

Charles SANNAT

Terrible : le bilan de l'offensive israélienne à Gaza dépasse les mille morts

GAZA, 26 juillet (Xinhua) – Le bilan de l'offensive israélienne qui a déjà duré 19 jours dans la bande de Gaza s'est élevé à 1 030 morts, alors que plus de 6 000 personnes ont été blessées, ont confirmé samedi les autorités sanitaires à Gaza.

Ashraf al-Qedra, le porte-parole du ministère de la Santé de Gaza, a indiqué aux journalistes que pendant la trêve humanitaire observée samedi, des

employés des services médicaux cherchaient les dépouilles et les éventuels survivants sous les décombres.

Environ 130 corps sans vie ont été découverts jusqu'à présent dans l'est et le nord de la bande de Gaza, a précisé le porte-parole.

Une trêve humanitaire de 12 heures est entrée en vigueur samedi dans l'enclave, suite à l'acceptation d'une proposition de l'ONU par le Hamas et Israël tard vendredi soir. La trêve temporaire prendra fin à 20h00 heure locale.

Dans le même temps, des représentants des États-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie, du Qatar et de Turquie, ainsi que des Nations Unies, se sont réunis à Paris pour tenter d'élaborer un accord de cessez-le-feu durable.

Selon les médias israéliens, les représentants ont appelé à une prolongation de la trêve de 12 heures entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

C'est un sujet complexe et qui attise les passions, je ne prendrai donc aucun parti si ce n'est celui des morts et du sang versé toujours rouge, quelle que soit la nationalité.

Le problème israélo-palestinien a été brillamment résumé à mon sens par la formule suivante : « Beaucoup trop d'histoire et pas assez de géographie. »

Il est à noter de façon assez factuelle qu'Israël est en train pour le moment de perdre clairement la bataille de la communication puisque rarement la mobilisation contre une intervention de ce type a été aussi forte en France comme dans de bien nombreux autres pays occidentaux.

Les images de petits corps d'enfants victimes de bombardements aveugles qui tournent en boucle sur les écrans de télé ou les réseaux sociaux rendent cette intervention écoeurante pour la plupart des gens en dehors de toute justification militaire, et c'est là la grande différence avec l'intervention de 2006 au Liban qui avait été tout aussi meurtrière. Mais à cette époque, les smartphones n'existaient pas et tout le monde n'avait pas encore Internet ni n'utilisait les réseaux sociaux !!

Le problème c'est que la guerre propre cela n'existe pas. La guerre chirurgicale (je rappelle que la chirurgie c'est fait pour sauver des vies) est un horrible mensonge. Une guerre c'est toujours, toujours dégueulasse, raison pour laquelle la guerre doit toujours être l'ultime recours.

Charles SANNAT

Catastrophe nucléaire...

Patrick Reymond 27 juillet 2014

Même la presse officielle ne peut plus le cacher, et mieux, est obligée de l'avouer : le nucléaire est une catastrophe économique, et il s'effondre.

" L'énergie nucléaire est en déclin rapide sur la planète". 58 réacteurs fermés au Japon, 8 en Allemagne, mais aussi 5 aux USA en 2014.

Le renouvelable lui taille des croupières, avec 20 % de l'électricité produite (contre 11.7), mais le nucléaire est bousculé par le fossile, charbon, gaz, et même fioul.

Cette année, le total de l'électricité produit n'atteint pas 9 % du total. L'électricité, elle même ne représente que 18 % de l'énergie finale...

Désormais, le nucléaire n'est plus appuyé par le complexe militaro industriel, dont il recyclait les déchets, et absorbait une production pléthorique.

De plus, sans cette baisse de demande, et un certain regain de production, il est clair que la rupture d'approvisionnement aurait été obtenue...

Mais, cela ne veut pas dire, non plus, que la baisse de demande n'entraînera pas la baisse aussi de la production.

On peut aussi penser à un arrêt des mines, simplement pour les mêmes raisons : l'absence totale de visibilité économique...

Espirito Santo : FIN D'UN GROUPE, D'UNE DYNASTIE ET D'UN SYSTÈME

26 juillet 2014 par François Leclerc | <http://www.pauljorion.com/blog/?p=67344>

Le groupe s'écroule comme un château de cartes, mais pour l'instant sur lui-même. Ses trois holdings sont placés en règlement judiciaire après qu'Espirito Santo Financial Group (EFSG) a rejoint les deux autres, le tout

puissant patron historique Ricardo Salgado a été arrêté et libéré sous caution dans le cadre d'une vilaine affaire de blanchiment d'argent qui date de ... 2006 et porte sur 14 millions d'euros, et le titre de la banque (BES) a continué à dévisser aujourd'hui après avoir été brièvement dopé par l'arrivée de Goldman Sachs au capital.

S'il est encore difficile de cerner les conséquences économiques de cette effondrement, il n'est pas difficile de mesurer ce qu'il représente au plan politique. Si la dynastie Espirito Santo fait partie du trio des grandes familles qui ont fait fortune sous la dictature de Salazar (avec les Mello et les Champalimaud), elle seule est parvenue à jouer ensuite un rôle de premier plan, y compris dans le mécénat culturel. Ses représentants n'ont cessé de faire partie des gouvernements successifs depuis 1976, qu'ils soient de centre-droit (PSD) ou gauche (PS), dans le cadre des classiques aller-retour entre la banque et le pouvoir politique propre aux oligarchies bien nées. On trouve même le président de la Commission, João Durão Barroso, comme consultant de la BES dans la liste qui a été établie...

Les trois holdings sont maintenant hors jeu, mais ce n'est pas le cas de la Banque (BES), dont la publication des résultats du premier trimestre est attendue pour le 30 juillet, avec deux jours de retard sur la date initialement retenue pour faire suite à l'annonce d'un plan de restructuration de la holding de tête du groupe, Espirito Santo International (ESI). Cela sera l'occasion d'avoir un premier aperçu des pertes de la banque, en attendant de les connaître dans leur intégralité, car tout n'a pas été inventorié. Et le sort réservé aux pertes de sa filiale angolaise reste dans le flou, la Banque du Portugal considérant que la BES devrait être épargnée, résultat de tractations d'État à État. Préserver la banque d'un groupe qui s'écroule sous les dettes symbolise notre époque, mais rien n'est encore joué.

Avec l'arrestation de Ricardo Salgado, la phase proprement judiciaire de la chute du groupe familial fondé il y a 145 ans a débuté et va se poursuivre. La Commission du marché de valeur mobilières (CMVM) a informé avoir identifié et transmis au procureur de la République vingt cas de violation de la loi concernant le groupe, et a par ailleurs ouvert cinq enquêtes à propos d'opérations sur les titres de la BES et de Portugal Telecom dont les cours ont été d'une grande volatilité. Mais au Portugal aussi, la justice sait prendre le temps de la réflexion.

En attendant que le dossier de la recapitalisation de la BES se concrétise avec le concours de banques étrangères – la société financière japonaise Nomura estime qu'un milliard d'euros sera nécessaire pour « rassurer les marchés » – le travail de restructuration des dettes et du groupe va pouvoir commencer à l'abri des procédures de règlement judiciaire. Dans un premier temps, en évaluant classiquement l'actif et le passif de chaque société, garanties comprises. Il y a des actifs de valeur à céder dans le groupe, comme par exemple Tranquilidade (une compagnie d'assurance qu'EFSG contrôle à 100%), mais d'autres ont déjà été gagés comme la participation restante de 20,1% dans la BES de cette holding, ou bien viennent tout juste d'être vendus à temps, comme sa filiale suisse Banque Privée ES. Du côté de Rioforte, autre holding l'actionnaire d'EFSG et qui chapeaute également les activités non-financières, il y a également des actifs à négocier – hôpitaux, activités immobilières, touristiques et agricoles – dont on ne connaît pas la disponibilité. Mais il est fort peu probable que des cessions d'actifs puissent éponger toutes les dettes. En organiser le partage sera l'ultime chapitre, le plus délicat, se donner du temps et bénéficier de discrétion pour le mener sont deux conditions activement recherchées. Pour voir venir, la Banque du Portugal a demandé aux banques exposées au groupe de provisionner au moins 50% de leurs créances.

Afin de rassurer sa clientèle – et d'éviter d'éventuelles poursuites – la BES a garanti à celle-ci le paiement des titres de Rioforte et de ESI qu'elle leur a vendus, augmentant par là même de 700 millions d'euros ses besoins de financement en se substituant à son actionnaire EFSG, dont la garantie donnée à la demande de la Banque du Portugal est suspendue dans le cadre de son règlement judiciaire. Mais elle ne couvre pas les investisseurs institutionnels qui ont acheté pour plus de deux milliards d'euros de titres de dette de ces deux sociétés, titres qui arrivent à maturité dès cette année.

Avec la chute de la maison Santo, le Portugal tourne une page. Il s'avère que ce groupe familial n'était pas malgré sa puissance, un empire, mais tout juste un conglomérat sous-capitalisé. Le système de réseaux d'entreprises et de connivences qui donnait une assise aux banques est dépassé par les événements. Première leçon : les unes après les autres les grandes entreprises du pays sont achetées par des intérêts étrangers, angolais, brésiliens, chinois, espagnols... La BES, première banque du pays, va suivre le même chemin. Cela a déjà été le cas de la TAP, d'EDP, des assurances Fidelidade, des

banques BPI et BCP, des opérateurs de télécom Zon et Optimus. Deuxième leçon : la prospérité a été dispensée à crédit, celui-ci finançant également des opérations immobilières et des grands travaux générateurs de corruption. Dans un premier temps, cela a généré d'énormes profits bancaires avant que le piège ne se referme conduisant les banques à dissimuler leurs pertes avec tous les moyens disponibles, un scénario connu.

Optimisme et douleur

26 juil 2014 | Françoise Garteiser | <http://la-chronique-agera.com/optimisme-douleur/>

▪ "Aussi idiot que puisse parfois sembler l'optimisme, il a l'habitude étrange de se révéler payant".

C'est sur cette phrase que se termine *Boomerang*, de Michael Lewis, dont je vous avais déjà parlé [la semaine dernière](#) — et Simone Wapler [pas plus tard que jeudi](#).

Et — croyez-le ou non —, nous sommes bien d'accord avec lui, à la *Chronique*. Entant qu'"optimistes réalistes", nous sommes convaincus que la crise actuelle finira par déboucher sur quelque chose de meilleur : un système financier plus sain, des économies plus solides, des administrations plus efficaces.

Le problème, n'est-ce pas, c'est qu'il faut d'abord en passer par la purge. Comme un accès de fièvre qui brûlerait les derniers microbes sur son passage — de sorte qu'on se réveille le lendemain sinon guéri, du moins en convalescence.

Comme le dit encore Michael Lewis, "pour qu'un changement significatif se produise, il faut que l'environnement administre le niveau nécessaire de douleur".

C'est là qu'intervient un *autre* problème : les autorités sont arc-boutées sur la conviction qu'il faut éviter la douleur à tout prix — et tant pis si ça aggrave l'état général du patient. Toujours plus de morphine !

▪ L'optimisme n'empêche donc pas la clairvoyance — ni la prudence, d'autant que, comme l'explique ma collègue Cécile Chevré, rédactrice en chef de [Croissance & Opportunités](#) et de [La Quotidienne de la Croissance](#), nous entrons dans une période délicate :

"Eté 2007 : éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis,

début des ennuis pour la plupart des banques américaines, qui va déboucher en septembre 2008 sur la faillite de Lehman Brothers.

Eté 2011 : la crise de la Zone euro bat son plein, les marchés décrochent violemment

Eté 2013 : Crise dans les pays émergents qui font face à un retrait massif des investissements étrangers

Eté 2014 : ???

Si vous jetez un regard en arrière, il y a de grandes chances pour que vous ne soyez pas particulièrement tranquille au moment de boucler votre valise pour les vacances. Effectivement, au cours des dernières années, les mois estivaux ont régulièrement été l'occasion de crises économiques et/ou boursières majeures.

Cette année échappera-t-elle à cette malédiction estivale ? Pourrez-vous bronzer tranquille (à défaut d'utile) ? Et si non, d'où viendra la crise ?"

Cécile continue en explorant cinq zones dangereuses, qu'elle évalue selon leur degré de risque — vous pouvez découvrir la suite de son article [en cliquant ici](#).

En ce qui me concerne, je surveille d'un oeil attentif la situation en Ukraine mais aussi au Proche-Orient. Certes, la Fed, la BCE et tous les autres continuent d'injecter — de sorte que les marchés continuent de grimper... mais le risque géopolitique pourrait venir surprendre tout le monde, et dans ce cas, les actifs tangibles sont (et resteront) des atouts de choix.

Nous vous en reparlerons ; en attendant... je m'autorise à être prudemment optimiste sur les perspectives de l'or !

Les bail-ins en Europe : l'Autriche sera-t-elle la prochaine ?

Par Mark O'Byrne - Goldcore
Publié le 28 juillet 2014

En Union européenne, la poussée vers les bail-ins continue de se faire ressentir. Il en va de même pour l'inquiétude des investisseurs des institutions

financières européennes et des déposants des banques de la région.

Le régime de bail-ins qui prend place aujourd'hui fait apparaître le spectre de la perte d'investissements et d'épargne avec la nouvelle législation qui devrait à nouveau refinancer les banques insolubles.



Le 8 juillet, le gouvernement autrichien demandait à ses groupes parlementaires de voter une législation spéciale pour le bail-in de la banque Hypo Alpe Adria (HAA), qui devrait s'élever à près de 900 millions d'euros.

La loi du gouvernement autrichien sur les [bail-ins](#) va plus loin que la législation européenne, puisqu'elle n'exempt pas les dépôts inférieurs à 100.000 euros.

Les victimes de ces bail-ins seront des centaines de milliers d'Autrichiens qui ont acheté une assurance vie.

Les compagnies d'assurance ont en effet investi sur des obligations émises par HAA qui ne seront plus garanties sous la nouvelle législation. Les contrats d'assurance des fonctionnaires (chez Oesterreichische Beamten-Versicherung), des employés municipaux (Wiener Staedtische Versicherung) et des clients d'Uniqua seront touchés.

La province autrichienne de Carinthie a garanti la banque, mais la nouvelle législation déclare étrangement cette garantie rétroactivement invalide. Voilà qui invalide également le transfert de cette garantie à l'Etat autrichien qui remonte à la nationalisation de la banque en 2009.

Dans un tel contexte, le bail-in rétrospectif d'une garantie gouvernementale assignée à une dette subordonnée est sans précédent.

Le gouvernement autrichien stipule que cette législation ne s'applique qu'à HAA, mais certaines personnes ont déjà expliqué que la situation crée un dangereux précédent et laisse la porte ouverte à d'autres expropriations et confiscations de dépôts.

Cet événement fait planer le doute sur les dires de Marc Carney et des officiels de la Banque d'Angleterre selon lesquels les bail-ins ne concernent que les institutions les plus importantes.

Des bail-ins sont sur le point de frapper banques et institutions bancaires en Union européenne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et dans tout le monde occidental – et les conséquences en seront terribles pour les épargnants qui ne les auront pas vus venir.

Les bilans des banques centrales

Par Alasdair Macleod - *Finance And Economics.org*
Publié le 28 juillet 2014

Il est temps de se pencher sur le sujet suivant : les effets de la hausse du PIB sur les bilans de la banque centrale. J'utiliserai la Fed comme exemple.

Depuis la crise bancaire, la Fed a acquis des quantités substantielles de valeurs mobilières suite à l'assistance qu'elle a offerte aux too-big-to-fail. Grâce à ses politiques de quantitative easing, les aides offertes aux banques, les titrisations Maiden Lane et TALF ont été en majeure partie remboursées. Mais depuis lors, le quantitative easing a fait gonfler les bilans de la Fed de 3,6 trillions de dollars. Le financement de cette expansion se reflète principalement dans les excès de réserves, qui sont des dépôts en faveur d'institutions dépositaires, qui excèdent leurs réserves requises.

A mesure que les rendements des obligations augmentent, il devient évident que la Fed devra un jour absorber les pertes des portefeuilles, qui s'élèvent actuellement à 20 milliards de dollars pour chaque pourcentage de perte de valeur des bons du Trésor, et 13 milliards de dollars pour les titres hypothécaires (bien que ceux-ci soient plus stables en termes de prix en raison de leur capacité d'auto-liquidation). Jusqu'à présent, les obligations sur 10 ans ont perdu 12% depuis la fin du mois d'avril, et la Fed dispose de 522 milliards de dollars de bons du Trésor sur plus de dix ans. Ses pertes en

bons du trésor depuis le mois d'avril devraient avoisiner les 200 milliards de dollars, soit plus encore que le capital de la Fed.

Il n'est pas bien grave que le capital de la Fed disparaisse complètement, parce qu'elle pourra toujours s'en créer un nouveau. Mais l'autre problème qui se posera à elle sera l'augmentation des taux d'intérêts : que pourra-t-elle faire pour empêcher les banques de retirer leurs dépôts d'excès de réserves ? Elle pourrait simplement augmenter les taux d'intérêts de ces dépôts. Mais le public se rendra probablement compte que la Fed paie les banques pour qu'elles ne prêtent pas d'argent aux entreprises ou aux individus. Pour le moment, les intérêts offerts aux dépôts de réserve ne sont que de 0,25%. Mais qu'en serait-il s'ils étaient de 3 voire 4% ? Les banques en tireraient au total entre 60 et 80 milliards de dollars chaque année si elles décidaient de les conserver auprès de la Fed.

Une hausse des rendements des obligations et des taux d'intérêts sèmerait la pagaille dans les bilans de la banque centrale. Les choses n'étaient pas supposées se dérouler ainsi : la reprise économique devait permettre à la Fed de réduire son quantitative easing, et le déficit du gouvernement aurait dû disparaître à mesure que grimpaient les recettes fiscales, permettant ainsi à la Fed de libérer ses achats de dette du trésor. Mais il y a une probabilité importante qu'une hausse des taux d'intérêts ait en réalité toutes les chances de rendre difficile une réduction de ses réserves d'obligations par la Fed, et qu'elle puisse éliminer dans le même temps les excès de réserve inflationnistes.

Et toutes les autres banques centrales font face au même problème, puisqu'elles ont toutes sans exception élargi leurs bilan à l'aube de la crise bancaire. Elles devront s'assurer de pouvoir stabiliser le système bancaire et à ce que les banques sous-capitalisées ne soient pas réduites à néant par la hausse des rendements des obligations ou prises au dépourvu par leur exposition aux swaps de taux d'intérêt. Si, dans le même temps, les banques centrales se voient forcée de se recapitaliser pour avoir l'air solvables, il est impératif de se demander quels effets cela aura sur les devises concernées.

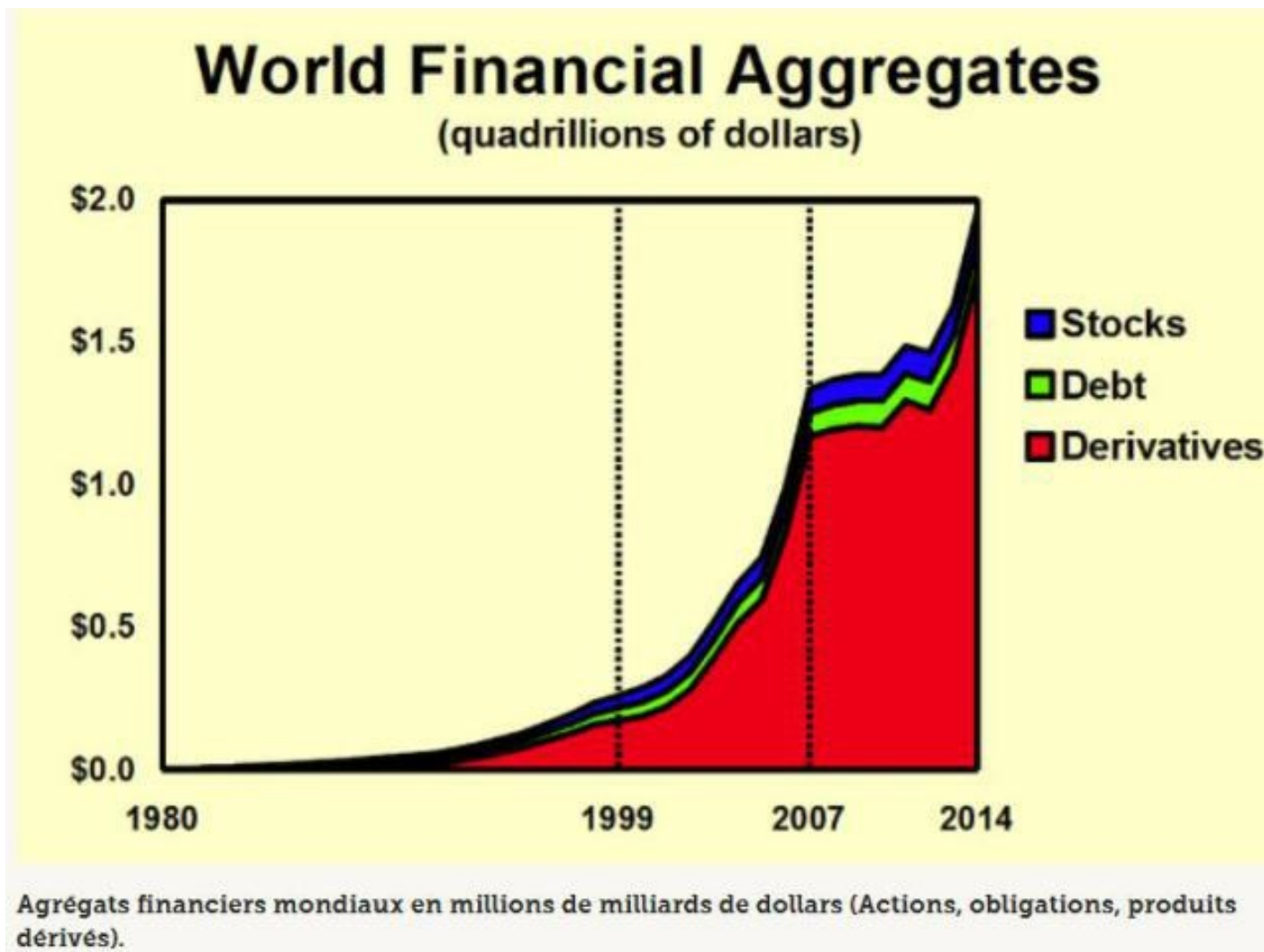
Nous sommes sur le point de découvrir si nos banques centrales et leurs devises sont aussi saines qu'elles voudraient nous le faire croire.

L'Edito spécial du Samedi 26 Juillet 2014:

Du lèche-botte blues aux supplétifs

Par Bruno Bertez

Un fil conducteur traverse toutes nos analyses, aussi bien géopolitiques que politiques, que sociales, ou morales. Ce fil conducteur est tracé de la façon suivante : en 2008, le Système mondial a buté, il s'est heurté à un mur. Ce mur, c'est celui de l'excès de dettes qui avait été constituées tout au long de la trentaine d'années précédentes ; tout au long d'une mondialisation faite sous le signe de la finance, d'une mondialisation dans laquelle les Etats-Unis se sont empêtrés dans une contradiction entre le beurre et les canons, entre la coopération et l'unilatéralisme, entre la concertation et la confrontation.



Nous soutenons que les Etats-Unis ne veulent pas lâcher l'imperium et que, depuis deux ans, ils ont pris conscience du fait qu'il fallait faire un choix.

- -Ou bien accepter un monde multipolaire, accepter que des rivaux stratégiques deviennent des partenaires, accepter de partager et de construire ensemble.
- -Ou bien, autre branche du choix, imposer encore plus l'ordre américain, renforcer l'ordre ancien, attirer à soi les ressources réelles grâce au seigneurage, maintenir le niveau de vie de leur peuple au détriment de celui des autres, et, en même temps, continuer de dominer le monde.

La deuxième branche de ce choix, c'est la fuite dans l'hégémon. Une fuite qui brise le consensus international. Une fuite en avant qui fait des gagnants et des perdants. Nous avons tenté de montrer que ce choix de la fuite en avant par la force, par le contrôle, par les écoutes, par le lawfare, puis le warfare était le choix de ceux que l'on appelle les néo-conservateurs. [Nous vous renvoyons à notre article sur ce sujet et son analyse.](#) C'est le choix qui se formule : *« ça passe ou ça casse. Ils acceptent ou je les piétine, seule la force compte, les Nations Unies, on s'en fiche. Ce que pense la Communauté Internationale, aussi »*. C'est le choix bien entendu de celui qui est temporairement le plus fort, mais qui est aussi le plus cynique. Avec ce choix, on sort d'un monde où le plus fort a des responsabilités et on entre dans un monde où il a des intérêts.

Ce choix ne concerne pas que les Etats-Unis. Il constitue une mise en ordre du monde : les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Car il force à l'alignement, bon gré, mal gré. C'est le fameux « celui qui n'est pas avec moi est contre moi » qui avait déjà été très bien formulé par l'équipe de George Bush. C'est un choix binaire, il y a ceux qui sont avec, et ceux qui sont contre. Un monde en noir et blanc, dans lequel le plus fort a le droit d'accoler les couleurs et de coller les étiquettes.

Les choses n'apparaissent pas aussi clairement que nous les formulons parce que les comportements sont brouillés par les déclarations contradictoires, par les gesticulations. Ce n'est qu'avec le temps que la réalité historique se décante.

Il ne faut pas que les citoyens se rendent compte clairement de la voie dans laquelle on les entraîne. Cela pourrait faire débat. Elle est pourtant simple

cette voie et, ce qui est étonnant, c'est que personne ne la formule.

D'un côté, il y a les richesses mondiales, c'est l'actif du Système. C'est le gâteau à se partager. De l'autre côté, il y a le passif mondial, c'est-à-dire les droits de tous ceux qui prétendent au partage. L'excès de dettes pris au sens large, c'est un excès de promesses, un excès de droits. Ou pire un excès d'ayants droits. La doctrine « néo-conservateur », consiste à dire pour rétablir l'équilibre entre les richesses et les droits des prétendants au partage, il suffit de détruire les droits des prétendants les plus faibles. Il suffit de détruire les droits des plus faibles, de les mater, de les prolétarianiser.

Ceux qui auront eu la perspicacité de se rallier au plus fort auront la chance de participer au partage des richesses. Ceux qui seront « contre » seront laminés, plongés dans le grand retour en arrière.

Le monde est divisé en deux. D'un côté, ceux qui ont accumulé des dettes et qui devraient normalement se serrer la ceinture pour les rembourser et, de l'autre, ceux qui ont accumulé des créances et qui, normalement, au fil du temps, devraient avoir un droit de prélèvement accru sur les richesses mondiales à titre de remboursement. Le grand combat qui est engagé, c'est ce combat qui consiste à profiter de la force militaire, de la force culturelle, technologique, pour maintenir son statut privilégié et refuser par conséquent de se serrer la ceinture. La doctrine néo-con ne reconnaît ni les responsabilités globales des USA, ni même leurs dettes. Ils considèrent que les dettes n'en sont pas, et qu'en fait ils représentent une sorte de tribut que le monde doit payer « en échange du monde que les Etats-Unis ont fait ». C'est un peu le même raisonnement, élargi, que celui qui a prévalu au moment de la guerre froide : les USA assurant la défense du monde libre, et ce monde libre refusant de payer pour sa sécurité, alors les USA sont légitimes à prélever un tribut. C'est l'origine objective du seigneurage monétaire. Des pays comme la France ont maintenu pendant très longtemps une position non alignée, héritage de De Gaulle, que Mitterrand, sous l'influence de Védrine, n'a pas véritablement remis en question. Mais cela, c'était avant, avant la crise. Hollande a été élu sur des déclarations, un peu vagues, de positions de continuité, mais quelques mois plus tard, comme en matière économique, il a fait volte-face : il a chaussé les bottes américaines encore chaudes de Sarkozy. On l'a oublié, mais Sarkozy a hésité. Au plus fort de la crise, pendant quelques semaines, peut-être faute de bien comprendre, il s'est

opposé aux Américains en soutenant la position des BRICS et de la Chine qui faisaient pression en faveur de réformes du système monétaire international. Mais cela aussi, c'était avant. Et puis il ne faut pas oublier que Sarkozy s'est fait pardonner son incartade contestataire gare à son zèle en Lybie ! Il a mis les bouchées doubles.

Une Europe mal conçue, une monnaie déflationniste taillée pour d'autres, ont peu à peu érodé la position française. La crise de 2010 de la dette souveraine européenne a précipité les glissements atlantistes.

La faiblesse du système français fait, qu'avec l'aggravation des déséquilibres provoquée par la crise bancaire, il a fallu choisir. La lâcheté qui a consisté à ne pas oser affronter la crise bancaire et à refuser de faire une opération vérité, cette lâcheté, cette courte vue, ont fait de la France un pays privé de sa souveraineté. Passez-nous l'expression, la France est un pays tenu par les c.....es de sa finance et de ses banques. Elle a besoin, pour ne pas sombrer, d'un taux des OAT à 1,5%. A 4%, elle saute. Elle a besoin que L'Etat et ses banques puissent se refinancer.

La politique allemande n'a rien arrangé. Ils ont refusé de payer le prix qu'ils auraient dû payer pour le maintien de l'euro. Ils ont voulu, sauf quelques entorses, en faire supporter le prix aux autres, aux faibles ; lesquels ont ainsi signé leur déchéance et leur déclin de long terme. L'Allemagne a refusé d'investir dans l'euro, elle a choisi de préserver sa compétitivité et ses vieux. Elle a soutenu le système européen à la marge certes, mais elle a laissé supporter le poids essentiel aux plus faibles.

Les Européens les plus faibles sont face à un choix qui peut être caricaturé comme suit :

-Choisir entre être du côté du manche de l'hégémonie ou du côté de ceux qui sont considérés comme « rogues », « voyous ».

-Choisir entre faire alliance avec l'étranger contre leur propre peuple ou faire alliance avec leur peuple contre l'étranger.

A ce stade, tous ont choisi, à des degrés divers, de ne pas se révolter, d'accepter l'ordre imposé par l'extérieur et de l'imposer à leurs citoyens. Ils acceptent de briser les consensus sociaux, de détruire les fondations de l'unité nationale pour durer politiquement : ils acceptent de renier leur histoire. C'est ce que fait la France de Hollande. De Gaulle remplacé par BHL et Kouchner

et Moscovici !

Il y a des degrés divers dans la vassalisation : on peut aller de l'alignement discret, couvert, subreptice, à la docilité pure et simple ou pire, on peut aller jusqu'à anticiper les désirs des Maîtres et jouer les supplétifs, faire les sales besognes.

En moins de deux ans, Hollande s'est lancé dans deux guerres. Une au Mali, l'autre en Centrafrique. Il a menacé, comme un vulgaire Bush, de « détruire » les terroristes. Il a pris de l'avance sur Obama, plus modéré, en jouant les va-t'en guerre ridicules et imprudents en Syrie ; il a promis, diable, de « punir » Assad. S'agissant de l'Iran, Hollande et Fabius se sont montrés presque plus royalistes que le roi, Israël, en posant des exigences plus dures que les Américains. En Ukraine, au lieu d'attendre les résultats de l'examen des boîtes noires et ceux des enquêtes complémentaires, et de jouer un rôle modérateur, ils adoptent les positions et le vocabulaire des néo-conservateurs américains et balayent toute la tradition diplomatique française à l'égard de la Russie.

Qui ne voit que le système institutionnalisé des sanctions est au seul avantage des Américains, lesquels forcent ainsi leurs partenaires/vassaux à l'alignement servile. C'est un système encore plus pervers que celui des alliances qui ont mené aux Grandes Guerres.

Les observateurs s'interrogent et, comme d'habitude, ils donnent les réponses fausses afin de cacher la gravité des décisions. Pour les uns, Hollande est un incapable qui n'a aucune expérience en politique étrangère. Pour les autres, il est brouillon, indécis et, finalement, ce ne sont pas des choix qu'il opère, non, ce sont des bavures, des maladresses. Pour d'autres encore, il ménage la chèvre et le chou, comme il l'a fait dans ses fonctions antérieures à la tête du PS, il n'a pas encore accédé à la stature présidentielle.

Pour les plus machiavéliques, nous sommes dans les manœuvres des futures présidentielles, Hollande prépare le ralliement du Centre et de la partie de la droite qui va rejeter Marine Le Pen. De ceci témoignerait la Grande Propagande distillée jour après jour : « *Critiquer les positions américaines, c'est critiquer Israël ; critiquer Israël, c'est être antisémite* ».

Balivernes que tout cela, Hollande est dans la bonne vieille ligne de ses ancêtres de la SFIO, stipendiée et financée par les Américains, dans la ligne des Jules Moch et des colonisateurs. Hollande est l'expression politique des

couches sociales qui l'ont porté au pouvoir et ce qu'il a fait, d'abord en matière économique et sociale, puis ce qu'il fait en politique étrangère, est ce que ces gens lui dictent.

[Pyongyang menace les Etats-Unis d'une frappe nucléaire sur la Maison Blanche et le Pentagone](#)

Le Figaro 28 Juillet 2014



Une menace de plus

Nucléaire : Pyongyang menace les Etats-Unis

Un haut responsable militaire nord-coréen a menacé d'une frappe nucléaire la Maison Blanche et le Pentagone, comme il l'a déjà fait par le passé, accusant Washington d'exacerber les tensions sur la péninsule avec les manoeuvres conjointes menées avec le Sud. "Si les impérialistes américains menacent notre souveraineté et notre survie (...), nos troupes tireront des missiles nucléaires sur la Maison Blanche et le Pentagone, qui sont à la source de tout le mal", a déclaré Hwang Pyong-So, directeur du Bureau politique général, qui fait partie de l'armée, dans un discours prononcé hier mais retransmis aujourd'hui à la télévision.

Ce n'est pas la première fois que Pyongyang menace du feu nucléaire les Etats-Unis ou des bases militaires américaines dans le Pacifique. Mais les experts estiment que le pays n'a pas encore mis au point un missile balistique intercontinental capable d'atteindre le continent américain. Le Nord a conduit

trois tests nucléaires mais il ne maîtrise sans doute pas encore la technique de miniaturisation, qui permettrait de fixer une bombe nucléaire sur un missile.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/07/28/97001-20140728FILWWW00155-nucleaire-pyongyang-menace-les-etats-unis.php>

Revue de Presse par Pierre Jovanovic

REVUE DE PRESSE EXCEPTIONNELLE MERCREDI 30 JUILLET RIM 95,2 Mhz Paris RP et Internet.

du 28 au 31 juillet 2014 : Chers lecteurs, c'est avec une immense fatigue et aussi soulagement que je vais clôre l'année 2013-2014 avec une émission radio mercredi 30 en raison de l'actualité trop importante, avant de prendre un peu de repos. Je vous abandonne donc entre les bras de votre Ange gardien : -) mais je resterai sur tweeter (abonnez-vous à mon fil).

NOUVELLE COLLISION A LA PROTON BANK !!!!

du 28 au 31 juillet 2014 : Ha ha ha, loooooooooooooool, ma banque favorite, qui porte si bien son nom, la fameuse Proton Bank grecque, est de nouveau à la une de cette revue de presse. Figurez-vous qu'il y a eu encore une autre collusion, ou collision, peu importe (MDR): imaginez que l'ancien gouverneur de la Banque Centrale de Grèce, Giorgos Provopoulos en personne, a été mis en examen par un juge d'Athènes pour son rôle "trouble" dans la vente subite de la Proton Bank... à Mr Lavrentiadis, homme "chaotique" s'il en est. On ne peut pas inventer ce genre de lignes surréalistes: "*Former Bank of Greece Governor has been called by a prosecutor probing the sale of Proton Bank to Lavrentis Lavrentiadis (...) he and the other members of the central bank board (...) are accused of dishonest assistance in a breach of trust, which is treated as a felony*"... J'aime la Banque Proton. Avec elle au moins, les choses se passent comme elles doivent se passer, ha ha ha, dans les collisions et collusions en tous genres... Lire [ici Ekath pour le croire](#).

Clear Channel

Greece

2014

jodi.graphics

jodi
graphics

1.000.000 people **lost their job**
30% of businesses have **closed**
38% salary **reduction**
45% pension **reduction**
25% G.D.P. **reduction**
30% households income **reduction**
42,8% **increase** in child mortality
190,5% unemployment **increase**
272,7% **increase** of depression rate
35,5% public debt **increase**
84,3% **reduction** in construction activity
98,2% **increase** in poverty rate
2 people commit **suicide**
EVERY DAY

BNP CONDAMNEE POUR ESCROQUERIE + UBS POURSUIVIE EN FRANCE + MORGAN STANLEY MENTEUR + BofA BLANCHISSEUR D'ARGENT DE DROGUE + CITIGROUP !

du 28 au 31 juillet 2014 : Les banquiers sont devenus des délinquants de haut niveau, au point que le seul endroit où ils devraient se trouver, c'est la prison. Mais non, ils sont tous en liberté, et ont acheté la Justice comme les politiques. Regardez juste l'actualité de la semaine, c'est du "total délire", vraiment: "*BNP condamnée à une nouvelle amende pour escroquerie aux Etats-Unis*" nous [apprend Libération!!!](#) Cette fois, la banque a permis à des clients d'obtenir des aides publiques... "*le DoJ affirme que de 1998 à 2005, BNP a participé à une fraude destinée à détourner des garanties de paiement du ministère américain de l'agriculture (USDA) destinées à des sociétés américaines exportatrices. Des filiales américaines et mexicaines d'une même société avaient obtenu illégalement des garanties de crédits pour des transactions entre elles, ajoute le ministère.*". Ben oui, deux garanties c'est mieux qu'une... Prix à payer (que les clients BNP vont payer d'une manière ou d'une autre, 80 millions de dollars, une paille à côté des 9 milliards d'il y a un mois.

Mr Brugier a vu que l'Union des Banques Suisse a été mise en examen à Paris pour blanchiment, aggravé de fraude fiscale... Une [dépêche AFP à lire ici](#) et [ici dans le Progrès](#). Soyez certain que sans la pression des Américains, jamais Bercy n'aurait bougé un cil contre cette banque. Mais il y a des milliards à récupérer de part et d'autre. En fait c'est la même méthode/plan mise au point par les Américains qui est appliquée en France. Donc... Nous sommes déjà les esclaves des Américains... Caution donnée par l'UBS à la France: 1 milliard, qu'elle ne reverra évidemment pas!!!

PS: la Morgan Stanley, elle, va payer 275 millions de pénalités pour avoir raconté des mensonges aux investisseurs en subprimes RMBS. La banque leur avait dit que seuls 1% des gens ne remboursaient pas alors qu'en réalité c'était bien plus!!! [Reuters écrit](#): "***Morgan Stanley ABS Capital I Inc. Trust 2007-NC4 and Morgan Capital I Inc. Trust 2007-HE7, were the last subprime RMBS Morgan Stanley sponsored, issued and underwrote. According to the SEC, the two deals' offering documents said less than 1% of their loan pools' principal balances were delinquent at the time the securities were formed. In reality, they were much higher: the SEC said Morgan Stanley had a chart showing 17% of the loans in HE7 were delinquent on its cutoff date***"

Moralité: ne croyez jamais un banquier, c'est un menteur professionnel, vous en avez la démonstration ci-dessus... D'ailleurs la Bank of America va payer elle aussi de son côté 17 millions **pour avoir elle aussi blanchi l'argent des**

trafiquants de drogue !!!! Si, si, [lisez bien Reuters](#): "*The bank processed around \$91,000 in transactions for six designated narcotics traffickers between 2005 and 2009, and failed to file timely reports on accounts owned by four others, the department's Office of Foreign Assets Control (OFAC) said*". Et vous, votre banquier vous prend la tête avec 25.000 justificatifs pour payer par virement une location de vacances à l'étranger !!! Enfoiré, sale ****, pou***it**e, (etc.) !

PS2: Et pour finir en beauté, la Nova Scotia, la Deutsche Bank et la HSBC sont maintenant accusées d'avoir manipulé le cours de l'argent métal. Curieusement, la JP Morgan n'est pas trop mentionnée... Lire [ici Bloomberg](#): "*The banks unlawfully manipulated the price of the metal and its derivatives, an investor claims in a complaint filed yesterday in federal court in Manhattan. The banks abused their position of controlling the daily silver fix to reap illegitimate profit from trading, hurting other investors in the silver market who use the benchmark in billions of dollars of transactions, according to the suit*".

PS3: la mega banque Citigroup va aussi payer une amende de 7 milliards, également pour des arnaques horribles de subprimes, [lire ici CBS News](#).

LE SAINT ESPRIT OUVRE LES PORTES DES PRISONS (confirmation du Nouveau Testament !)

du 28 au 31 juillet 2014 : Cela a pris deux ans aux autorités de régulation portugaises pour mettre enfin derrière les barreaux l'un des directeurs historiques de la banque, Ricardo Espirito Santo Salgado lui même, en personne... Il faut dire que les politiques n'avaient plus le choix: les Portugais attendant devant les portes des agences pour retirer leurs économies, ça fait désordre et ne rassure pas quand à la santé des autres. Donc, il fallait faire un exemple et la guillotine est tombée sur lui: "*He was detained in an investigation into suspected tax evasion and money laundering (...) His detention was the latest episode in a fall from grace that has forced Portugal's best-known banker to resign from the board of the bank he headed for 22 years while the 145-year-old Espirito Santo family business empire began to crumble about him*", lire [ici le FT](#) et [ici le WSJ](#).

Rassurez-vous, il n'est pas resté longtemps derrière les barreaux. Il a été libéré moyennant une caution de 3 millions d'euros. C'est normal. L'Esprit Saint est connu pour ouvrir les portes des géôles aux apôtres du Christ, ha ha ha

L'honneur des politiques est du coup sauf (ha ha ha), alors qu'une 3e filiale de la banque du Saint Esprit s'est mise en faillite, déclenchant à nouveau une série de swaps, de chèques refusés, etc. "*First it was ESI (storm in a teacup), then*

RioForte ("contained"), and now ESFG ("systemic"), and given the CEO's recent "detention" for money-laundering, we wonder how long before Banco Espirito Santo is forced to liquidate?" [demandait ZH](#). Il y a le feu dans la banque et toutes ses innombrables filiales, connues et inconnues.

En même temps, l'Etat portugais réalise de coupes radicales sur les salaires des fonctionnaires, et cela pour respecter les 4% de déficit du PIB: "**tous les salaires supérieurs à 1500 euros auront jusqu'à 10% de coupe + hausse de cotisations sociales + hausse de TVA**", lire [ici Romandie](#). Donc il fallait montrer l'exemple, même si c'est pour de faux!

DEPUIS MON LIVRE SUR BLYTHE MASTERS, LA SITUATION EN CDS A GRAVEMENT DEGENEREE, PREUVE PAR LA FED !!!

du 28 au 31 juillet 2014 : Dans le livre sur Blythe, j'expliquais à l'époque que la totalité des CDS représentaient 55.000 milliards de dollars, une somme introuvable, même sur d'autres planètes. Eh bien figurez-vous que la Fed a adressé une lettre de protestation à la Deutsche Bank (si, si) à propos de son exposition délirante en CDS et qui représente maintenant (en 2014 donc), A ELLE SEULE, 55.000 milliards de dollars !!!! Au secours...

"NY Fed slams Deutsche Bank and its 55 trillion in Derivatives accuses it of "Significant Operational Risk"... Le WSJ et ZH se moquent de la Fed dont l'effet de levier est de... 150 !!! *"the shortcomings amount to a "systemic breakdown" and "expose the firm to significant operational risk and misstated regulatory reports," said the letter from Daniel Muccia, a New York Fed senior vice president responsible for supervising Deutsche Bank".* **Donc, cela veut dire qu'aujourd'hui l'exposition globale des banques mondiales est passée de 55.000 milliards de dollars en 2010 à (x10) 550.000 milliards, ou 550 trilliards. Il est vrai, c'est le seul artifice comptable qui leur a permis de présenter des bilans qui tiennent debout.** En route vers la MEGA explosion. [Lire ici pour le croire](#).

GENIAL: LES AMERICAINS ONT SAISI UNE BANQUE A CHYPRE !!!

du 28 au 31 juillet 2014 : Qu'ils soient, serbes, grecs ou chypriotes, ces gouvernements sont tous soumis aux Américains, témoin la SAISIE SOUDAINE d'une banque chypriote privée, la FBME, et en bonne santé, qui n'a eu qu'un seul tort, abriter les avoirs d'oligarques russes. Et ça tombe bien, comme le torchon brûle entre les USA-UE et la Russie, boum, ils ont saisi la banque. Tout simplement.

Gatienne Thibaut que j'avais rencontrée à Chypre nous dit: "*Accusée*

(certainement à tort) par les USA de blanchiment d'argent au profit du Hezbollah (qui comme chacun sait soutient Bachar) et hébergeant nombre de clients russes du fait de sa fiabilité, elle était la dernière banque solide à Chypre. Mais elle a été balayée en un week-end".

Oui, quel bon prétexte que le soutien aux Palestiniens. Les US font ainsi d'une pierre deux coups. Même ZH a hurlé au scandale, ajoutant que là, les Américains viennent de se tirer magistralement une balle dans le pied: "*Ten dark suited men entered the premises of FBME bank in Cyprus on Friday afternoon and took it hostage. The men were from the Central Bank of Cyprus. And they commandeered FBME because an obscure agency within the US government recently issued a report accusing the bank of laundering money. It just so happens that FBME... and Cyprus in general... is where a lot of wealthy Russians hold their vast fortunes. Bear in mind, there has been no proof that any crime was committed*".

Oui, notez-le bien, la banque n'a commis aucun crime !!! Et comme le souligne justement le journal, quand HSBC a été prise la main dans le sac blanchissant l'argent sale des grands truands de la drogue, les US ne lui ont infligé qu'une petite amende!!! "*Yet when the US government merely hints that FBME could be laundering money, the bank gets taken over at gunpoint. Welcome to warfare in the 21st century. It's not about battleships and ground troops anymore. **This time the adversaries are battling each other using what ultimately affects everyone: money. And on this battlefield the US doesn't really have many options***".

Vous imaginez la puissance des USA à Chypre, et à l'époque je vous avais parlé de la surface démesurée de leur ambassade à Nicosie, sans parler de ses centres d'écoutes au large et de ses agents retrouvés mourus au bord des routes (lire [ici mon reportage à Chypre](#)).

ZH note aussi que le message envoyé par Washington est que votre argent n'est à l'abri nulle part du moment que le gouvernement est un pantin américain. Moralité: ouvrez un compte à la Banque de Chine... avec d'autres risques, certes, mais bon, toute guerre prend fin un jour ou l'autre. "*Imagine you're Qatar. Or China. Or Kuwait. Or Singapore. Or anyone else who holds substantial amounts of US debt. All of these countries understand the lesson loud and clear: when the US doesn't like you, they will do everything they can to make your life difficult. Does this inspire confidence? If you're holding hundreds of billions of dollars of US Treasuries, does this really improve your level of trust in the US? (...) All these foreign countries really have to do if they want to retaliate is start dumping their US Treasuries*".

PS: Gatienne: "A titre personnel, depuis 5 jours, le chiffre d'affaires de mon restaurant est "gelé" par ma banque, sur sombre instruction (démentie par ailleurs) de la banque centrale de Chypre. En effet, le centre de traitement de cartes bancaires (IMSP) que j'ai choisi pour sa fiabilité voici 6 ans (contre le majoritaire JCC détenu par un consortium de banques locales) a été racheté voici 2 ans par ce groupe. Aux yeux de ma banque, toutes les transactions passant par IMSP deviennent donc hautement douteuses! Vous aviez remarqué, n'est-ce-pas, lors de votre visite, que mon restaurant nourrissait que des barbus dans l'arrière salle? Chypre: quand la politique internationale et l'affairisme local se juxtaposent, pour la perte du pays".

LA BANQUE POSTALE TELEPHONE A NOTRE LECTRICE + LIVRETS-A QUI DISPARAISSENT + FITCH DIT DU MAL DE LA BP

du 28 au 31 juillet 2014 : Nanou nous a écrit: "La Banque Postale m'a téléphoné samedi matin pour me demander si je suis intéressée de faire d'avantage de versements sur mon Livret-A !!!! Ma réponse: étant donné qu'il va prendre 1% de rémunération, j'ai plus l'intention de le fermer!". Waouuuu !!! Si la Postale téléphone aux clients le samedi matin (ils sont sûrs de joindre les gens chez eux) pour leur demander de verser plus d'argent sur le Livret-A, c'est parce que la banque EST TOTALEMENT DANS LE ROUGE, et serait incapable de rendre l'argent des déposants, s'ils venaient, un peu plus nombreux que d'habitude, à clôturer leur Livret. **QUITTEZ cette banque**. En effet, de plus en plus de gens se retrouvent au chômage, et la première chose qu'ils font, c'est de retirer leurs économies pour faire face aux 3 mois de non-paiement par Paul Emploi. A force de se mordre la queue, le serpent postal n'a plus rien à manger. A mon humble avis, la saisie des comptes n'est plus trop loin en France.

Et justement, un autre de nos lecteurs, Mr Ladram, nous rappelle que "des livrets A de la Banque Postale "siphonnés" dans deux communes de l'Aude: 200.000 euros ont disparu. Voilà à combien pourrait se monter le pillage de livrets A mis au jour en mai 2012 dans les agences postales de Preixan et Arzens dans l'Aude". Eh oui, vous le savez, depuis 6 ans que je tiens cette page, les conseillers de la Banque Postale détiennent la médaille d'or des "Arnaques Clients". **Quittez cette banque (bis)**. [Lire ici C Banque](#) pour vous en assurer, et [surtout La Dépêche ici du 21 juillet 2014](#): "A l'hiver 2012, pour joindre les deux bouts dans cette période où la crise touche de plus en plus durement les classes moyennes et populaires, un client se résout à retirer les 15 000 euros de son Livret A. A sa grande surprise, il découvre qu'il ne reste que 6 euros sur son compte d'épargne. Après lui, plusieurs autres clients découvrent le pillage de leur livret A avec la même stupeur". **QUITTEZ CETTE BANQUE** (ter).

Encore mieux: le jour de la mort d'un client, son compte a été vidé !!! Ils sont bons les conseillers de la Banque Postale !!! Ils devraient faire équipe avec les croque-morts.

PS: Mme Clauss nous signale que Fitch a abaissé la note de la Banque Postale... *"Il est évident que des soucis majeurs sont en vue et ne vont pas tarder"*, lire [ici CBanque](#) qui écrit *"Ces difficultés seraient liées, selon l'agence de notation, à la directive européenne Résolution et Redressement des Banques qui prévoit un soutien moins important de la part des Etats aux banques en difficulté"*.
QUITTEZ CETTE BANQUE (der). D'ailleurs les Français retirent en masse, mais pas pour cette raison, du moins pas encore, lire [ici Ouest France](#): *"Les détenteurs d'un Livret A ont effectué davantage de retraits que de dépôts en juin, à hauteur de 130 millions d'euros"*.

UN BANQUIER DE GOLDMAN EST MORT EN ESSAYANT DE VOLER

du 28 au 31 juillet 2014 : La semaine passée (avec mon Tweeter vous avez été informés dans l'heure, abonnez-vous), Dieu a rappelé à lui un grand patron de la Goldman Sachs. La situation est assez surréaliste, sachant qu'il est mouru en essayant de voler (ha ha ha, mdr, loooooool, hm, kof, kof, pardon) certes avec sa planche à voile.

Bon, ça pourrait être vraiment un accident, mais cela ne change rien à son issue. Dieu et le Saint Esprit sont très en forme en ce moment: *"Nicholas Valtz, a 39-year old managing director at Goldman Sachs Group Inc. in New York, was found dead Sunday afternoon in Napeague Harbor where he had reportedly gone earlier that day to kiteboard. Valtz body was found still tied to his kite ... kitesurfing, combines elements of windsurfing and paragliding which can garner speeds of up to 40 mph. His brother told Bloomberg that Valtz was still new to the sport"*, lire [ici Bloomberg](#)". Selon ma liste, il est le premier à mourir pour les couleurs de la Goldman Sachs (la banque qui fait le travail de Dieu, selon son PDG, Mr Blankfein) si on ne tient pas compte du fils de Corzine (ex Goldman), retrouvé mouru au Mexique. Un banquier de la GS qui meurt en essayant de voler, franchement, jamais je n'aurais cru écrire de telles lignes.

LETTRE D'UN "PROFESSION LIBERALE" QUI ARRETE TOUT A CAUSE DES CHARGES...

du 28 au 31 juillet 2014 : Pascal nous a écrit: *"J'ai arrêté mes activités professionnelles le 30 juin, et cela pour les raisons que vous évoquez, car elles sont malheureusement vraies. Les banques ne financent plus les projets, l'épargne est en grand danger, les lois fiscales changent tous les 4 mois, les*

investisseurs se font très frileux et leurs emplois sont réellement menacés. Vous comprenez que dans ces conditions, mon métier ne peut que régresser. Alors quand on voit les charges sociales et fiscales (plus de 50%) qui nous étranglent, nous n'avons qu'une envie: prendre le large ... Vente de mon cabinet, de la maison, des voitures et hop direction la mer. Car c'est une véritable prise de conscience". Eh bien, une vie au calme, c'est pas mal non plus : -). Bon vent Pascal.

L'ITALIE DOIT 75 MILLIARDS D'EUROS AUX FOURNISSEURS + TEMOIGNAGE D'UN CHEF D'ENTREPRISE + DOUANES FRENCH

du 28 au 31 juillet 2014 : Cette dépêche de Reuters qui vient de tomber ce dimanche vous rappelle juste que la France est pratiquement dans la même situation. Mais en Italie (comme en Espagne), le fait que l'Etat paye les Pme au lance-pierre les a obligées à licencier et même à se mettre en faillite, les banques de ces entreprises ayant refusé (évidemment) de "faire la soudure"... Reuters rapporte la promesse du ministre des Finances italien de payer ses fournisseurs déjà au mois de juillet. Mais les caisses étant vides, il a à nouveau reporté cela, cette fois en septembre. En attendant c'est aux chefs d'entreprises de se débrouiller avec leur trésorerie: "*The Italian state owes some 75 billion euros to private suppliers ... **The unpaid bills have starved companies of cash and triggered layoffs, factory closures and bankruptcies.** "We will ensure that the arrears are paid off by the end of the year," Padoan told Corriere della Sera daily. Prime Minister Matteo Renzi promised in March to pay back all the debt arrears by July. **Within a week he put back the target date to September**", [lire ici pour le croire](#).*

Soyez certains qu'en France on en est au même point, et ce sont les militaires qui en fait les frais les premiers... EN ce moment, tous les corps sont affectés, dont les Douanes. Notre lecteur David m'a écrit fort à propos: "*un ami vient de recevoir cette directive officielle (Direction interrégionale des douanes de Metz (Champagne, Lorraine, Alsace) qui fait état de :*

- *situation budgétaire alarmante*
- *toutes les dépenses non urgentes doivent être différées*
- *cessation de paiement dans 6 semaines en l'absence de nouvelles délégations de crédits*
- *obligation de ne proposer que des dépenses indispensables*
- *validation de l'opportunité des dépenses"*

Mais il n'y a pas que l'Etat France. Les entreprises sont durement touchées également. Notre lecteur Mr Bouxiou nous dit: "***De plus en plus de clients clignent dans le rouge sur creditsafe.fr.*** D'un autre côté, ça permet de

réduire les délais de paiement ... Très mauvaise perspective d'ici la fin de l'année ... Août sent le ménage à plein nez côté effectifs, peu survivront à la "coupure" du mois d'août, les autres finiront très difficilement l'année. Notez que, disposant d'une trésorerie assez confortable jusqu'ici, ma banque me propose des crédits baux et placement à des taux défiant toute concurrence!!!!"

A PROPOS DU RSA ET DE L'AIDE MENAGERE... UNE LECTRICE NOUS INFORME (à lire attentivement)

du 28 au 31 juillet 2014 : Notre lectrice Nicole: "*Cette information importante me semble-t-il pour avertir certains de vos lecteurs. Ma soeur touche le RSA depuis plus de 4 ans, et voilà qu'on lui demande de rembourser un trop perçu de 2000 euros, représentant 2 ans en arrière (ils ne peuvent pas aller au delà). Ensuite: ma tante très âgée avait "l'aide ménagère", et voilà qu'elle n'y a plus droit (elle a vraiment une petite retraite et son épargne doit servir pour ses frais médicaux et son enterrement). Raison donnée: les organismes qui délivrent allocations et aides ont accès aux comptes bancaires des gens: si on a une épargne (LEP, Assurance vie, Livret A, etc.), ils considèrent que celle ci rapporte 3% et donc ces intérêts s'ajoutent aux revenus déclarés. Ce qui fait que si on est presque au plafond, eh bien cela donne moins d'allocations à distribuer. Alors que nous savons tous que les comptes d'épargne ne rapportent plus 3% depuis belle lurette. Moralité: sortir notre épargne et refaire son bas de laine".*

APRES L'HUMANITE, LES DETTES FISCALES DE MEDIAPART EFFACEES

du 28 au 31 juillet 2014 : Bon, ben voilà, on sait où se limite la soi-disante liberté de la presse. Un lecteur m'a rappelé cette information que j'avais oubliée, de janvier 2014. Après avoir effacé les dettes fiscales du journal communiste L'Humanité, que personne ne lit, voici le tour des dettes à l'Etat de MédiaPart qui sont passées devant les députés... Lire Le Monde, qui s'était fait un malin plaisir de donner l'info. Entre copains... [Cliquez ici](#).

RETENTION DES BANQUES POUR EMPECHER LES CLIENTS D'INVESTIR AILLEURS + UN ARTISAN TEMOIGNE

du 28 au 31 juillet 2014 : De l'un de nos lecteurs: "*Je suis conseiller en gestion de patrimoine indépendant et Conseil en Investissement Financier en Loire Atlantique. L'un de mes clients qui souhaite investir dans une solution très sécurisée (échappant à tout réseau bancaire ou assurance) se voit bloqué par sa banque (le Crédit Mutuel) qui lui interdit le virement... "ils veulent savoir où vont les fonds, et pourquoi, et bla bla bla... Cela fait la deuxième fois que ça lui*

arrive, la première c'était la banque qui a trainé des pieds pour exécuter l'ordre de virement (2 semaines). Voilà, c'est du concret, les détenteurs de capitaux (pas énorme non plus 62K) ne peuvent pas disposer de leur argent durement gagné pendant de nombreuses années! Alarmant pour ceux que ne voient rien, n'entendent rien et ne se rendent compte de rien. Autre fait, un collègue courtier indépendant bancaire me rapporte que l'un de ses clients n'arrive pas à récupérer son capital en assurance vie dans sa banque 'et encore le CM' qui ne répond même plus aux recommandés. Cela dure depuis plus de 3 mois. Tous ces retards de règlements nous montrent bien que les banques en général se trouvent en face de difficultés MAJEURES pour sortir les capitaux de leurs comptes".

Un de nos lecteurs artisan nous confirme un autre point: "*J'avais noté que vous aviez mentionné plusieurs fois des défauts des banques quand à la prise en charge des dépôts. Au final, j'ai eu la même histoire, bien mijotée d'ailleurs :*

- *la banque ouvre du mardi au samedi (Société Générale)*
- *je suis artisan (CA. 32 000 euros par an)*
- *je pose les sous de mes clients le mardi*
- *en général, je vois les montants apparaître le jour d'après (et utilisable 24h encore plus tard donc)*
- *mais là, j'ai vu qu'il manquait un dépôt d'espèces*
- *comme je vais tous les mardi, je me suis dit que je vais attendre d'aller au guichet (aller donc avoir un conseil local chez eux, peine perdue surtout avec le numéro de téléphone payant!)*
- *et comme par hasard, le dépôt réapparaît le lundi (rappel : ils ne travaillent pas ce jour là)*
- *et donc, posé le 15 juillet ... visible le 21 juillet, soit 6 jours plus tard*

Amusant? Pour ceux qui ont des dépenses d'assurance (voiture, entreprise, etc.), certaines dates dans le mois sont à ne pas rater. Si ça peut aider à informer vos lecteurs..."

EXEMPLE PRATIQUE D'ENDETTEMENT DES FRANCAIS: BRASSAC LES MINES + UN CASINO FACE A LA CRISE

du 28 au 31 juillet 2014 : Notre lectrice Kelly nous transmet les notes de cette petite ville de 3441 habitants du 27 juin dernier. "*M. le Maire informe le Conseil Municipal que le feu d'artifice n'aura pas lieu, en raison de la situation financière de la Commune. (la fête foraine et le bal également annulés). En 2012 le poids de la dette représente 1083 euros par habitant. **Il faudrait 28 ans à Brassac-les-Mines pour payer ses dettes.** Le maire dit: "J'ai les*

mains et les pieds liés"... Les CDD ne seront pas renouvelés, il n'y aura pas de saisonnier et le feu d'artifice du 14 juillet est annulé. Les subventions aux associations vont diminuer de moitié. L'augmentation des impôts n'est pas prévue".

Kelly nous donne une autre information: "J'ai une amie qui travaille au casino de Chatel Guyon. "On ne travaille plus, on a perdu plus de mille clients en un mois, la direction met la pression et pousse le personnel à partir". Normal, on ne peut pas la blâmer la direction, elle doit sauver ce qui peut être sauvé.

A LISTE DES LICENCIEMENTS DE LA SEMAINE "AVION ECRASES".

du 28 au 31 juillet 2014 : Le tissu économique de la France est en train de pourrir sur place, mais on ne vous parle que d'avions écrasés et d'un ou deux crimes crapuleux. CELA A MASQUE LA HAUSSE DU CHOMAGE UNE NOUVELLE FOIS. Vous n'avez pas remarqué qu'à chaque fois, des faits divers sont amplifiés afin de ne pas parler de la hausse des chômeurs? DEPUIS QUE HOLLANDE EST LA, CE SONT 500.000 PERSONNES DE PLUS DONT LA VIE ECONOMIQUE A ETE DETRUITE. **Le chômage est une mort lente, ne l'oubliez pas.** Saluons les milliers de morts économiques de cette semaine. EUX MERITERAIENT VRAIMENT QUE LES DRAPEAUX SOIENT MIS EN BERNE.

- **Airwell Climatisation (update)** est sauvé, mais 65 salariés sont allés à Paul Emploi - lire [Echo Républicain](#) merci à Zaza

- **Allergan** licencie 1800 salariés pour présenter des comptes potables - lire [Afp](#) merci à Jarod

- **ArchCoal** une autre mine de charbon vire 123 mineurs - lire [TriCities](#) merci à Djc

- **Aéroport de Zweibrücken en Allemagne** liquidé, 120 personnes au Paul Emploi allemand, c'est l'économie allemande florissante - lire [Républicain Lorrain](#) merci à Mr Rohr

- **Baxi à Soissons** 50 salariés iront chez Paul Emploi - lire [Union Presse](#) merci à Labranche

- **Bombardier Canada** continue à bombarder ses salariés de lettres de licenciements, cette fois c'est le 6e plan en 6 ans, 1800 personnes iront chez Paul Emploi Canada - lire [Journal du Québec](#) merci à aux lecteurs canadiens

- **Brioche Doré Luxembourg** 13 personnes iront à Paul Emploi Luxembourg - lire [PaperJam](#) merci à Labranche

- **Broadcom** des telecoms et réseaux, VIRE 1500

ingénieurs !!! - lire [RCR Wireless](#) merci à Djc

- **Bygmalion, filiale de l'UMP** en liquidation judiciaire, tout doit disparaître même les fausses conférences, symposiums, pompes à fric de Mr Copé et mr Sarkozy - lire [Le Point](#) merci à aux lecteurs

- **Caisses de Retraite françaises** au moins 800 postes seront supprimés, soit par licenciement soit par non remplacement.... C'est Paul Emploi qui va être content - lire [Les Echos](#) merci à Mr Brugier

- **CEIT à Loudun** j'en ai déjà parlé, une trentaine de salariés iront finalement chez Paul Emploi - lire [Nouvelle République](#) merci à Mr Bouxiou

- **CFA de Mouliniers** « Le tribunal de commerce de Saint-Etienne a prononcé la liquidation judiciaire du centre de formation des apprentis Les Mouliniers mais a permis une continuation d'activité pendant trois mois, ce qui permettra au centre d'accueillir le millier d'élèves inscrits à la rentrée » - lire [FR3](#) merci à Radio TPE

- **Crocs, les sabots les plus moches qui puissent exister** ferme 100 magasins dans le monde et vire 300 personnes + 180 dans son QG - lire [Radio Canada](#) merci à Letourneau

- **Esmeray-Caron à Dreux (update)** « Liquidation d'Esmeray-Caron, couvreur de stades: un véritable gâchis pour ce fleuron de l'économie de Dreux » 32 salariés chez Paul Emploi - lire [ECHO Républicain](#) merci à Zaza

- **France (CDDs vs CDI)** « entre 2000 et 2012, le recours aux CDD a augmenté de 76% (=fin du CDI, norme du CDD avant le SMIC à 500 euros) » - lire [La Tribune](#) merci à Confucius

- **France (Chambres de Commerce et d'Industrie)** Le président des Chambres de Commerce et d'Industrie: « Nos CCI sont en cessation de paiement » - lire [Républicain Lorrain](#) merci à Mr Jones

- **France (chômage)** au mois de juin 10.000 personnes de plus malgré la magouille des radiations Autant de Bons du Trésor à émettre de plus x 365 x3 ans - lire [Les Echos](#) merci à (moi)

- **France (régions)** « Le chômage progresse dans des régions pourtant réputées dynamiques » - lire [Le Monde](#) merci à Mr Del Dongo

- **Fusion paperboard** fabrique de cartons en tous genres viire 140 salariés - lire [The Day](#) merci à Labranche

- **IME Imprimerie à Besançon** forte chance de liquidation, 158 salariés iraient alors à Paul Emploi - lire [Ma Commune](#) merci à Radio TPE

- **L'Oeuf d'Or, hôtel de luxe Intercontinental à Davos** en faillite, terrible affront à la Suisse des très riches de la part de « la » Crise !!!!! - lire [Le Matin](#) merci à Radio TPE
- **Maine et Loire, la région** « *Le tribunal de commerce d'Angers a ouvert, au cours du premier semestre, 236 procédures de liquidations contre 209 l'an dernier, durant la même période. « La situation des entreprises qui viennent est tellement grave que nous ne pouvons que les liquider d'entrée !* » se désole Hervé Tréhard, président du tribunal de commerce d'Angers. Un nombre en hausse par rapport à l'an dernier « *alors que c'était déjà la cata !* » » - lire [Sud Ouest](#) merci à Labranche
- **Matra MS** en difficultés, 14 personnes virées lors du premier jet - lire [Nouvelle République](#) merci à Radio TPE
- **Nokia Chine** vire 3000 salariés par ricochet chez son fournisseur assembleur - lire [Business Internet](#) merci à Georges
- **PGA, la fameuse organisation de tournois de golf** vire 400 personnes !!!!! Les gens n'ont plus d'argent pour jouer aux riches - lire [Marketwatch](#) merci à Mr Ballerand
- **Planet Sushi** a été mis en procédure de sauvegarde alors que les Français se font de plus en plus de soucis - lire [Societe.com](#) merci à mon lecteur
- **Rogers Publishing** un grand groupe de presse canadien vire 30 journalistes - lire [Financial Post](#) merci à djc
- **RoundPoint Mortgage** banque de prêts vire 166 personnes à Charlotte, c'est la fameuse reprise américaine avec le Dow Jones et SP battant des records - lire [Charlotte Observer](#) merci à Labranche
- **Self Magazine** le journal de Condé Nast vire 8 journalistes de plus, - lire [WWD](#) merci à djc
- **Spirel** une ancienne filiale de Somfy vient d'être liquidée, 101 personnes à Paul Emploi - lire [Batiactu](#) merci à Alban
- **Trindade Plomberie à Nevers** en faillite, 50 plombiers chez Paul Emploi - lire [Info Faillite](#) merci à Mr Garcia
- **United Space Alliance** un fournisseur de la NASA vire **500 ingénieurs** !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! - lire [Click Huston](#) merci à (moi)
- **Vachette** les célèbres serrures, va délocaliser !!!!!, risque de licenciement de 250 personnes sur 500 en raison de la baisse du CA - lire [Est Eclair](#) merci à Labranche

- **Wesper, du côté de Pons** licencie 81 salariés !!!! - lire [Sud Ouest](#) merci à Mr Waroquet